AGRIDAPE

Revue sur l'agriculture durable à faibles apports externes

Décembre 2014 - volume 30 n°4

Agriculture familiale et Nutrition

Agriculture durable à faibles apports externes
VOL. 30.4 Decembre 2014
AGRIDAPE est l'édition régionale
Afrique francophone des magazines
LEISA co-publiée par ILEIA et IED Afrique
ISSN n°0851-7932

Édité par :
IED Afrique
24, Sacré Coeur III – Dakar
BP : 5579 Dakar-Fann, Sénégal
Téléphone : +221 33 867 10 58
Fax : +221 33 867 10 59
E-mail : agridape@iedafrique.org
Site Web : www.iedafrique.org

Coordonnateur : Souleymane Cissé

Comité éditorial : Bara Guèye, Mamadou Fall, Mamadou Diop, Cheikh Tidiane Sall, Lancelot Soumelong-ehode, Souleymane Cissé, Cheikh Tidiane Wade

Administration :
Maïmouna Dieng Lagnane, Thioro Seck
Traduction : Bougouma Mbaye Fall et Ousmane Traoré Diagne

Conception graphique - Impression :
Imprimeries Graphi plus
Tél. : +221 33 869 10 16

Edition Internationale

Farming Matters
IPO Box 90
6700 AB Wageningen
The Netherlands.
Tel: +31 (0) 317760010
Fax: +31 (0) 334632410
E: ileia@ileia.org

Edition chinoise
CBIK, 3rd Floor, Building A
Zhonghuandasha, Yanjiadi, Kunming
Yunnan. E-mail : renjian@cbik.sc.cn

Édition espagnole
La revista de agro-ecologia
Association ETC Andes, AP.18-0745, Lima 18, Pérou
E-mail : base-leisa@etcandes.com.pe

Édition indienne
LEISA India
AME Foundation , PO Box 7836, Bangalore 560 085, Inde
E-mail : amebang@giasbg01.vsnl.net.in

SOMMAIRE

4 **Editorial**

6 **De l'alimentation à la nutrition : réflexion pour un changement des comportements**
Matar Gaye

8 **Bénin : Initiative des Ecoles Amies de la Nutrition pour lutter contre la malnutrition**
ADOMAHOU David Géraud T

11 **Ghana : Les foires alimentaires pour relancer l'alimentation locale et améliorer la nutrition**
Bern Guri et Patricia Dianon

13 **La consommation d'insectes comme stratégie d'atténuation de la malnutrition: expériences de la région du Centre Cameroun**
Félix Meutchieye, Emeline Tsafo Kapi, Ursule Claire Mekongo Fombod, Saliou Niassy

15 **Le Moringa (Moringa Oleifera) un arbre miracle pour lutter contre la malnutrition**
Jean Yves CLAVREUL

17 **La diversification de recettes à base de viande de cobaye domestique au Sud du Cameroun**
Félix Meutchieye, Idriss Gabriel Nyebe Mvogo, Ursule Claire Mekongo Fombod, Alain Fomekong Tamofo

19 **SITE WEB**

20 **BIBLIOGRAPHIE**

23 **Agridape Infos**

11 Ghana : Les foires alimentaires pour relancer l'alimentation locale et améliorer la nutrition

Bern Guri et Patricia Dianon

Les communautés paysannes disposent d'un important héritage en matière d'aliments et de cultures traditionnelles très diversifiés à haute valeur nutritionnelle.

Dans le souci de promouvoir la production de « plus de nourriture pour nourrir la famille », d'améliorer la diversité des cultures et des aliments, le CIKOD organise une foire d'aliments traditionnels pour revaloriser les mets traditionnels et permettre leur meilleure connaissance ainsi que leur prise en compte dans les politiques et programmes nationaux de sécurité alimentaire.

UN RÉSEAU, UNE DYNAMIQUE !

AgriCultureS *est un réseau de diffusion et d'échange d'informations sur des approches agricoles respectueuses de l'environnement et adaptées aux réalités agroécologiques et sociales. Ce nom marque bien le fait que l'agriculture n'est pas juste un secteur économique de spéculation ou un ensemble de paquets technologiques, mais qu'elle comporte une dimension culturelle intrinsèque dont la diversité est à valoriser et à protéger. Le réseau réunit sept éditions régionales, dont AGRIDAPE, représentant tous les continents. Ces éditions sont regroupées autour d'un secrétariat international pour renforcer la promotion de l'agriculture durable comme réponse au défi alimentaire mondial.* ***AgriCultureS*** *dispose également d'une base de données spécialisée et d'un site Internet interactif qui permet d'accéder à de nombreuses informations et d'échanger sur le développement de l'agriculture durable dans le monde.*

Le Programme sur l'Agriculture Durable à Faibles Apports Externes (AGRIDAPE) couvre l'Afrique francophone. Lancé en 2003, son objectif est de promouvoir les bonnes pratiques en matière d'agriculture écologique durable. Il s'appuie sur la production d'un magazine trimestriel tiré à 3500 exemplaires distribués dans 55 pays, la mise en réseau des acteurs de l'agriculture durable au niveau national et le renforcement des capacités en capitalisation des expériences.

AGRIDAPE est porté par Innovation, Environnement et Développement en Afrique (IED Afrique) dont la vision est que le développement durable doit nécessairement s'appuyer sur le renforcement des capacités des catégories les plus vulnérables et l'établissement de relations équitables entre les différents acteurs de façon à permettre leur réelle participation à l'amélioration des conditions de vie et du bien-être des populations. Ainsi, IED Afrique fait la promotion des approches participatives à travers la recherche-action, l'analyse des politiques, la mise en réseau, la formation, la production et la diffusion d'informations en Afrique francophone pour atteindre le développement durable. Et, dans ce cadre, elle propose, aux partenaires, différents supports accessibles à travers son site internet (www.iedafrique.org).

Édition brésilienne Agriculturas, experiencias em agroecologia
AS-PTA, Rio de Janero, RJ Brésil 20091-020
E-mail : paulo@aspta.org.br

Sites Web
http://www.iedafrique.org/agridape.html
http://www.agriculturesnetwork.org

Abonnements
AGRIDAPE est une revue gratuite, sur demande, pour les organisations et personnes du sud. Pour les organisations internationales, l'abonnement est de 45 USD (45 euro) et pour les autres institutions du nord, le tarif est de 25 USD (28 euro) par an.

Pour vous abonner, veuillez écrire à agridape@iedafrique.org

Financement AGRIDAPE
Ce numéro a été réalisé avec l'appui de ILEIA et de la FAO

Photo de couverture :
Jeunes filles vendant des sauterelles fraîches

Source :
Félix Meutchieye

La rédaction a mis le plus grand soin à s'assurer que le contenu de la présente revue est aussi exact que possible. Mais, en dernier ressort, seuls les auteurs sont responsables du contenu de chaque article.
Les opinions exprimées dans cette revue n'engagent que leurs auteurs.

La rédaction encourage les lecteurs à photocopier et à faire circuler ces articles. Vous voudrez bien cependant citer l'auteur et la source et nous envoyer un exemplaire de votre publication.

17 La diversification de recettes à base de viande de cobaye domestique au Sud du Cameroun

Félix Meutchieye, Idriss Gabriel Nyebe Mvogo, Ursule Claire Mekongo Fombod et Alain Fomekong Tamofo

Face à l'accès souvent difficile aux ressources alimentaires, les populations rurales mettent en place des réponses novatrices à travers la diversification alimentaire.

Au Sud du Cameroun, pour faire face aux défis alimentaires, les populations imaginent des innovations culinaires dans la préparation de la viande de cobaye.

Aujourd'hui, dans cette région, la caviaculture s'est largement répandue dans les concessions en raison de multiples vertus nutritionnelles de la viande de cobaye, mais aussi pour les crottins qui sont utilisés pour la fertilisation des jardins domestiques.

Chères lectrices, chers lecteurs,

La malnutrition et les carences en nutriments, ainsi que le surpoids, autant de problèmes de santé liés au régime alimentaire qui entravent l'épanouissement des populations, les empêchant de jouer pleinement leur rôle dans le développement socioéconomique de leur pays.

Aujourd'hui, la nutrition occupe une bonne place dans les stratégies et politiques de développement agricole et rural. L'enjeu est donc de promouvoir une agriculture sensible à la nutrition et des approches fondées sur l'alimentation permettant de réduire le « fossé nutritionnel ». Au niveau local, il existe une panoplie de réponses pour faire face au déficit alimentaire et nutritionnel.

Dans ce numéro 30.4 d'AGRIDAPE, nous partageons des expériences et des opinions sur les efforts mis en œuvre pour revaloriser des cultures alimentaires et mets traditionnels pour soutenir la sécurité nutritionnelle des populations. Nous partageons également des stratégies et des connaissances développées en matière d'alternatives alimentaires pour réduire la malnutrition au sein des communautés.

Bonne lecture

15 Le Moringa (Moringa Oleifera) un arbre miracle pour lutter contre la malnutrition

Jean Yves CLAVREUL

Le Moringa est l'exemple parfait de l'arbre à multi-usages. Présent dans les savanes africaines depuis son introduction depuis l'Inde vers le XV^{ième} siècle, il est connu et utilisé pour ses nombreuses vertus médicinales, nutritionnelles, fourragères.

Cependant, des progrès restent à accomplir pour inciter les familles à davantage planter des pieds de Moringa dans leur maison.

ÉDITORIAL

Avec l'agriculture familiale, le monde peut se nourrir de manière saine, équitable et durable

Photo : Mary Mwendwa.

Vente de Céréales au marché de Mutomo au Kenya

En cette fin d'Année internationale de l'Agriculture Familiale (AIAF), force est de constater que près d'un milliard de personnes, à travers le monde, dont les deux tiers sont des petits paysans, souffrent de malnutrition et de famine tandis que « les émeutes de la faim » deviennent de plus en plus courantes dans de nombreuses régions.

L'Afrique subsaharienne est la région la plus concernée où la proportion de la population affectée est la plus élevée au monde (32%), soit 223 millions de personnes sous-alimentées. Dans cette région du monde, près de 40% des enfants souffrent de retard de croissance et les niveaux de mortalité des moins de 5 ans demeurent inacceptables.

Il est reconnu aujourd'hui que la contribution directe du secteur agricole à la sécurité alimentaire et nutritionnelle des populations est sans doute l'amélioration de la disponibilité alimentaire, à travers une production agricole en quantité et qualité suffisante prise en charge pour sa plus grande partie par les exploitations familiales.

En effet, selon la FAO, sur les 570 millions d'exploitations agricoles du monde, neuf sur dix sont des fermes familiales et produisent environ 80 pour cent de nos aliments. Elles constituent alors des piliers majeurs de la lutte contre la faim et la malnutrition et l'agriculture familiale reste l'une des rares alternatives pour asseoir une sécurité alimentaire et nutritionnelle durable.

Considérant que les causes de la malnutrition et de la sous-nutrition sont pluridimensionnelles, il faut donc des solutions pluridimensionnelles et intersectorielles.

Cette recherche de solutions efficaces et pérennes engagement aujourd'hui un grand nombre d'acteurs qui mettent en place diverses initiatives pour éradiquer la faim et les carences alimentaires.

Une agriculture et une alimentation durables prendront en compte tous les aspects économiques, écologiques, sociaux, mais aussi politiques.

L'agro-écologie représente le modèle agricole le plus à même de répondre aux différents piliers de la sécurité alimentaire. Elle permet d'accroître la productivité au niveau local, contribue à l'amélioration de la disponibilité alimentaire et permet de réduire la pauvreté rurale. De plus, elle renforce l'accessibilité des petits exploitants à une alimentation plus variée, tout en préservant la durabilité des écosystèmes.

Une vision commune pour éradiquer la malnutrition

Depuis plusieurs décennies, la communauté internationale accorde une attention particulière à la malnutrition dans le monde. Vingt deux (22) ans après la première conférence des Nations Unies sur la nutrition, le nombre de personnes souffrant de la faim et de la malnutrition n'a pas cessé d'augmenter. Ce constat renvoie à la nécessité de mettre en place des réponses multisectorielles et pluridimensionnelles et de promouvoir la territorialisation des politiques alimentaires et nutritionnelles.

En effet l'alimentation et la nutrition sont intimement liées et la lutte contre le fléau de la malnutrition doit passer nécessairement par la mise en place de systèmes alimentaires locaux dynamiques dans lesquels les agriculteurs familiaux ont un rôle central.

Tout au long de cette Année internationale de l'agriculture familiale (AIAF 2014), différents intervenants ont formulé des recommandations politiques spécifiques et ont proposé des bonnes pratiques. Ils proposent entre autres recommandations de traiter la question de l'agriculture familiale à travers une approche intersectorielle, de faciliter l'accès à l'eau et à la terre, à la lumière des directives volontaires pour favoriser l'équité dans l'utilisation des ressources.

Dans ce numéro, nous donnons un aperçu sur les conclusions de la 2ème Conférence Internationale sur la Nutrition (CIN2) qui s'est tenue à Rome du 19 au 21 novembre 2014 et qui a été donc l'occasion pour la société civile et les mouvements populaires d'envoyer un message fort aux gouvernements du monde, mais aussi pour s'accorder sur les moyens à mettre en œuvre pour éradiquer ce fléau.

La déclaration finale de cette conférence atteste en effet que la nutrition « ne peut être prise en charge que dans le contexte de systèmes alimentaires locaux prospères et dynamiques, profondément ancrés de manière écologique, rationnels du point de vue de l'environnement et appropriés culturellement et socialement. ».

A travers ce message, certain dirigeants d'Amérique latine, d'Asie et d'Afrique, ainsi que des gouvernements d'Europe, reconnaissent que le modèle agricole actuel constitue le principal problème et qu'il est nécessaire de reconnaitre un droit à l'alimentation pour tous.

Dans sa réflexion sur la nutrition au Sénégal, M. Matar Gaye estime que la nutrition telle qu'on la présente en général n'est pas prise réellement en compte dans les comportements alimentaires. Il insiste sur le caractère subjectif de la nutrition, une subjectivité véhiculée par la « préférence » humaine. En outre, selon lui, pour conduire un changement de comportement, il est nécessaire d'avoir une entrée par ménage.

Des sources alternatives de nourriture

Dans toutes les régions du monde, la biodiversité offre des ressources alimentaires très accessibles qui peuvent renforcer la sécurité nutritionnelle des populations. Il existe des espèces souvent méconnues mais qui offre pourtant de multiples vertus pour l'alimentation humaine et des animaux domestiques.

Le Moringa en est l'exemple parfait. Présent dans la région intertropicale, cet arbre dont les feuilles et les graines sont très riches en vitamines, est utilisé comme complément alimentaire à moindre coûts et constitue une source de revenu supplémentaire pour les ménages. Aujourd'hui les acteurs se mobilisent autour de la promotion de cet arbre pour une large diffusion de ces vertus dans les écoles et les villages.

Dans cette quête de diversité alimentaire, la revalorisation des mets traditionnels ne doit pas être oubliée. Les ancêtres ont en effet laissé un large héritage de mets équilibrés et très digestes. Au Ghana, le Centre pour le développement des connaissances et des organisations autochtones (CIKOD) organise des foires alimentaires pour vulgariser le savoir faire culinaires traditionnel et lutter contre la malnutrition.

D'un autre côté, face à l'accès difficile aux aliments, des stratégies d'atténuation de la malnutrition sont souvent mis en place au niveau communautaire. C'est le cas dans la région Sud du Cameroun, où le cobaye constitue une source de protéines pour l'alimentation et son élevage domestique permet de fertiliser les jardins potagers dans les concessions. Des recettes novatrices sont développées pour accompagner la consommation de la viande de Cobaye.

Plus loin, dans la région Centre, la consommation des insectes se développement de plus en plus. Dans cette zone, les hannetons (plus les larves), les chenilles (notamment les processionnaires), les sauterelles, etc. représentent des ressources très exploitées pour l'alimentation et leur commercialisation en milieu urbain constitue un grand potentiel économique pour les ménages ruraux.

L'Ecole au centre de la lutte contre la malnutrition

Les enfants de moins de 5 ans sont les plus affecté par la malnutrition, d'où la nécessité d'intégrer les questions nutritionnelles dans le curricula ainsi que faire la promotion d'un environnement scolaire qui favorise la santé et la nutrition des écoliers. Comme le souligne M. Matar Gaye, l'école constitue le meilleur vecteur de l'éducation nutritionnelle à travers les cantines scolaires. Au Bénin où 44,6% des enfants de moins de 5 ans souffrent de retard de croissance due à la malnutrition, l'Initiative Ecoles Amies de Nutrition (IEAN), à travers une approche transversale basée sur le renforcement des capacités et la promotion du micro-jardinage favorise une alimentation saine et équilibrée dans les écoles.

Conclusion

Une alimentation saine et équilibrée est le socle d'une vie saine et d'une subsistance solide et durable. Pour cela il faut bâtir des systèmes alimentaires solides autour des exploitations familiales. Elles sont les seules garantes de la sécurité alimentaire et nutritionnelle.

Cependant elles font face à de nombreux défis qui les empêchent de jouer pleinement leur rôle. Pour les pays en développement, il faudrait mettre en œuvre des politiques agricoles plus orientées sur la nutrition. Il est fondamental de soutenir et d'améliorer les pratiques agroécologiques car elles permettent de satisfaire la demande alimentaire des ménages, tout en respectant l'environnement. Sans oublier le rôle prépondérant des femmes dans la stabilité nutritionnelle des ménages.

Il nous revient ainsi de se demander, comment les communautés paysannes s'organisent pour trouver des alternatives au déficit alimentaire? Quels mécanismes devrait-on mettre en place pour initier un changement de comportement vis à vis de la nutrition ? Quels exemples concrets avons-nous sur les liens entre agriculture familiale, agro-écologie et nutrition? Les ménages paysans souffrent-ils de la famine ou de la malnutrition ? Quelles en sont les causes ? Comment pouvons-nous résoudre ce problème ?

Ce dernier numéro d'AGRIDAPE de l'Année Internationale de l'Agriculture Familiale, entend donner des éléments de réponse à ces questions et engager la réflexion sur la mise en place de réponses efficaces et durables pour l'éradication de la faim et la malnutrition.

De l'alimentation à la nutrition : réflexion pour un changement des comportements

Matar Gaye

Photo : Lancelot Ehode, IED Afrique

À l'heure du repas à Fatick

La nutrition concerne l'unité constitutive de l'individu, la cellule, ce qui fait qu'elle n'est pas n'est prise réellement en compte dans le comportement alimentaire. Les nutriments ne sont pas souvent des facteurs influents dans le choix des aliments par le consommateur et se nourrir implique l'interaction de trois (3) éléments, la bouche, le ventre et les cellules. Un changement de comportement est nécessaire pour une meilleure prise en compte des aspects nutritionnels de l'alimentation. Dans cet article, M. Gaye fait une analyse des voies et moyens pour promouvoir une alimentation saine et équilibrée de notre société.

La nutrition figure en bonne place, voire même au centre de nombreuses initiatives nationales comme internationales visant à résoudre la question alimentaire. Cependant, il convient de rappeler que c'est le domaine par excellence d'expression de la subjectivité humaine et dans lequel les approches de changement doivent être particulièrement bien pensées. Cette subjectivité s'incarne dans le concept de 'préférence' qui peut être traité comme une donnée ou une variable selon la nature et la durée des programmes d'interventions. L'observation empirique permet d'affirmer que le consommateur type n'est pas un demandeur de nutriments, mais d'une combinaison d'aliments appréciés sur la base de critères généralement sans liens directs avec des considérations d'ordre nutritionnel. Pour prendre le cas du Sénégal comme illustration, les quelques constats qui suivent méritent qu'on y réfléchisse :

1. Le riz blanchi et bien poli est largement préféré au 'riz cargo' beaucoup plus riche en éléments nutritifs;

2. Le couscous de mil qui contient quelques résidus de son fait l'affaire des moutons pour ainsi dire ;
3. Le niébé qui s'adapte bien au milieu, qui est facile à préparer et qui est très riche en protéines reste confiné dans son statut de condiment inférieur faiblement consommé même par les couches les plus démunies; Il tend même à devenir un aliment de bétail ;
4. Les variétés de sorgho à haut rendement tendent à être cultivées pour les chevaux même quand les besoins du ménage en céréales ne sont pas couverts pour les humains;

Beaucoup de gens soutiennent que le régime alimentaire de nos parents et grands parents était plus sain que le nôtre mais notre jeunesse dédaigne les mets traditionnels jugés socialement inférieurs.

De l'alimentation à la nutrition

L'alimentation peut être considérée comme une société à trois actionnaires qui n'ont pas les mêmes objectifs, tout au moins à court terme. Il s'agit de Bouche qui ne cherche que le goût même si c'est du poison, Ventre qui ne cherche que le remplissage, même si c'est avec de la boue, et Cellule qui ne cherche que les nutriments et calories, même si c'est par injection dans les veines. L'actionnaire dominant qui commande varie en fonction des situations.

Quand le degré de couverture des exigences quantitatives de Ventre est en deçà d'un certain seuil, le consommateur est quasi exclusivement préoccupé par l'augmentation du disponible en aliment de base. Il peut s'agir de céréales, de tubercules, de produits carnés, etc., selon les zones et les groupes sociaux. Le paradoxe est que le premier groupe qui a le plus besoin d'aliments à haute valeur nutritive pour compenser en partie le déficit quantitatif est aussi le moins réceptif aux messages des nutritionnistes. C'est seulement au-delà du seuil critique de sécurisation quantitative que de nouvelles préoccupations commencent à s'exprimer, d'abord en termes de goût, mais aussi de diversification dans une certaine mesure.

La nutrition telle qu'on la présente en général n'est prise réellement en compte dans le comportement alimentaire qu'au niveau de la troisième phase où Cellule devient actionnaire dominant. Une plus grande attention est portée aux aspects qualitatifs avec la diversification qui se renforce à tel point que la notion d'aliment de base tend à perdre son sens. Toutefois, le franchissement du cap n'est pas automatique comme entre la première et la seconde phase. Une bonne information du consommateur sur le lien entre l'alimentation et la santé est une condition nécessaire, une étape obligée. Cette relation n'est cependant pas réductible aux nutriments car les aspects phytosanitaires et l'hygiène sont tout aussi importants. Si l'alimentation doit être un vecteur de santé à travers les programmes de nutrition, il faut commencer par l'empêcher de véhiculer la maladie.

Les implications du cadre socio-économique

Le caractère collectif ou familial de l'alimentation justifie bien une entrée par le ménage. Toutefois, il se pose un problème d'identification claire des centres de décisions qui restent diffus tout au long de la chaîne. Cela ne facilite pas l'émergence de 'champions individuels' parmi les acteurs locaux de changement comme dans les introductions de technologies. Cette même réalité très marquée en milieu rural africain limite les possibilités d'un ciblage plus fin au sein du ménage à l'exception des petits enfants. Dans la tradition, ces derniers bénéficient d'un certain 'statut spécial' jusqu'à un certain âge au-delà duquel la cantine scolaire devient la seule alternative pour un traitement de faveur. En outre, l'école constitue le meilleur vecteur de l'éducation nutritionnelle nécessaire pour modifier les comportements alimentaires des futures générations de consommateurs.

S'agissant des évolutions tendancielles marquantes, on note une certaine déstructuration familiale de l'alimentation en milieu urbain où la 'restauration de rue' ne cesse de gagner du terrain, en rapport avec les exigences du travail et de la scolarisation. Le déjeuner, et dans une certaine mesure le petit déjeuner, sont de moins en moins pris en famille tandis que le dîner est progressivement 'décentralisé' (chaque adulte pour soi) chez les familles les plus démunies.

Le consommateur même bien averti dispose d'une marge de manœuvre qui se réduit avec le recours progressif aux prestataires commerciaux de la restauration. Le ciblage des messages de nutrition devrait donc s'élargir à ces acteurs émergents mais cela suppose des retombées tangibles à plus ou moins court terme, ce qui peut ne pas être évident. La priorité à ce niveau devrait alors être portée sur le respect des normes d'hygiène sous le contrôle des services publics habilités.

Les implications de certaines pratiques dominantes

Le mode de transformation, de conservation et de préparation des aliments est sans nul doute une grosse source de déperdition et de péjoration de leur valeur nutritive. Cela reste valable pour les nouvelles variétés de culture introduites dans l'optique d'améliorer le statut nutritionnel des ménages ciblés. Les efforts consentis pour enrichir les aliments crus auront peu d'effets si les gains en nutriments sont perdus entre la fourche et la fourchette. Une question qui mérite des investigations sérieuses est celle de savoir quelle proportion des nutriments bord-champ atteint effectivement l'assiette du consommateur, notamment pour les variétés dites bio-fortifiées ou enrichies par d'autres méthodes.

Matar Gaye
Chercheur
725, Sicap Baobabs, Dakar
E-mail : matar_gaye@yahoo.com

Visitez
la page web
de AGRIDAPE

http//www.iedafrique.org/agridape.html

Bénin : Initiative des Ecoles Amies de la Nutrition pour lutter contre la malnutrition

ADOMAHOU David Géraud T

Photo : IEAN Bénin

Jardin scolaire

Le Bénin se retrouve parmi les pays présentant des carences sévères en micronutriments chez les enfants en âge préscolaire et scolaire notamment en Fer, en iode et en vit A. Ainsi, l'Initiative des Écoles Amies de la Nutrition (IEAN) a été proposée comme stratégie de réponse aux problèmes nutritionnels chez les enfants et les adolescents. Cette initiative née lors des réunions des experts de l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS), du 20 au 24 juin 2005 favorise aujourd'hui dans le pays une véritable éducation nutritionnelle chez les plus jeunes.

Au Bénin, selon les enquêtes réalisées de 1996 à 2014 à l'échelle nationale et départementale, il a été observé que 16%, des enfants de moins de 5 ans souffrent d'émaciation, 21,3% souffrent d'insuffisance pondérale, 44,6% sont atteints de retard de croissance et 58% d'anémie (EDS 2011).

Il est important ici de souligner que l'IEAN a été mise en œuvre pour la première fois en Afrique francophone à titre pilote au Bénin et au Burkina-Faso dans le cadre du projet Double Fardeau Nutritionnel (DFN)1, dont le principal objectif était de faire face à ce double défi nutritionnel que représente la coexistence au sein des mêmes populations des troubles de carence et de surcharge.

[1]Ce projet a été abrité par l'Institut Régional de Santé Publique (IRSP) au Bénin et par Hélène Keller International (HKI) au Burkina-Faso et financé par l'Agence Canadienne de Développement International (ACDI) en partenariat avec l'Université de Montréal, l'OMS et les Ministères de santé des deux pays.

Les 5 composantes clés de l'IEAN

L'IEAN comprend cinq (5) composantes, lesquelles représentent les critères devant être pris en compte pour conférer à une école le label « Ecole Amie de la nutrition ». Il s'agit de :

- **La mise en place d'une politique IEAN au sein de l'école** : C'est l'engagement formel de l'école à mettre en œuvre les cinq composantes de l'IEAN. Elle décrit les modalités de

développement, de mise en œuvre et d'évaluation des plans d'actions (annuels) de l'école en lien avec la nutrition.

- **La sensibilisation et le renforcement des capacités de la communauté scolaire** notamment les parents, les enseignants, les inspecteurs, les vendeuses d'aliments à l'intérieur et autour des écoles, etc.
- **Le développement de curricula en matière de nutrition** qui comprend aussi bien des cours théoriques et des activités pratiques sur l'alimentation et la nutrition, sans oublier l'activité physique et les autres éléments d'un mode de vie sain
- **La promotion d'un environnement scolaire qui favorise la santé et la nutrition des écoliers :** On se réfère entre autres à l'hygiène et aux mesures d'assainissement à l'école, à l'offre alimentaire par les cantines ou les vendeuses, de même qu'aux espaces pour l'activité physique.
- **La dispensation de services de nutrition et de santé scolaire :** Il s'agit par exemple de la surveillance de la nutrition et de la santé des élèves, des rapports aux parents sur ces aspects, de soins de santé offerts à l'école ou dans un centre de santé proche, de distribution de suppléments de nutriments au besoin (fer, vitamines), de déparasitage, etc., selon bien sûr les problèmes locaux mais aussi les possibilités

Une démarche inclusive axée sur le renforcement de capacités

Dans les écoles cibles de l'IEAN, trois catégories d'acteurs sont au cœur de la démarche. Il s'agit notamment (i) des comités locaux ; (ii) des enseignants ; (iii) du personnel des cantines et (iv) des élèves.

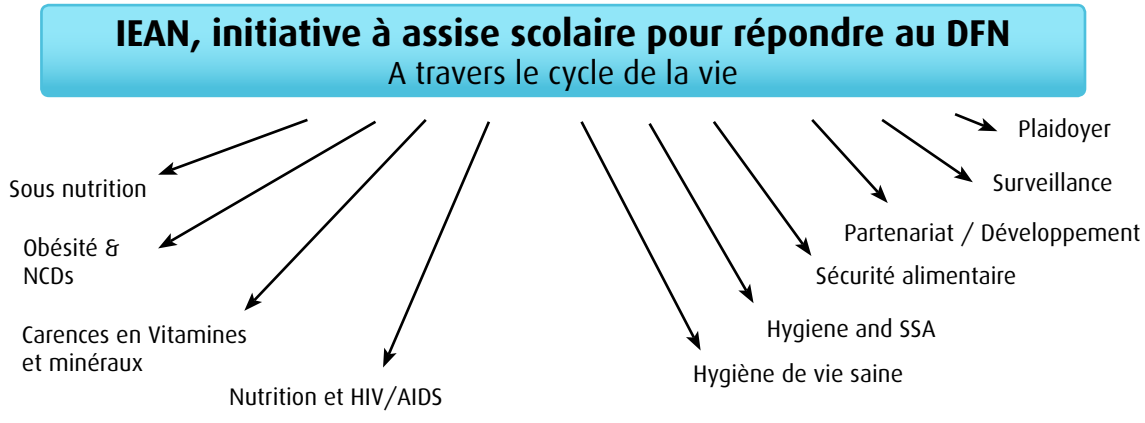
- La démarche de l'IEAN consiste d'abord à organiser un premier atelier pour les comités locaux sur l'élaboration du plan d'action participatif. Par la suite, des ateliers annuels de bilan-programmation sont organisés pour évaluer le degré de réalisation des actions planifiées en matière d'alimentation, de nutrition et d'hygiène. Par la suite, un plan d'action pour la nouvelle année en cours est élaboré. Les ateliers sont aussi l'occasion d'un partage d'expérience entre comité des différentes écoles impliquées dans le processus.
- Des sessions de formation sur les mesures anthropométriques au profit des enseignants sont aussi organisées pour leur permettre de peser et mesurer les enfants selon la méthodologie adéquate, de savoir calculer l'Indice de Masse Corporelle (IMC) et interpréter ses valeurs reportées sur les courbes de l'OMS pour les enfants âgés de 5 à 19 ans. Les enseignants sont également sensibilisés et formés à l'éducation nutritionnelle en vue d'augmenter leurs connaissances sur l'alimentation saine ainsi que sur les aspects clés pour favoriser le changement de comportement.
- En plus des enseignants, le personnel des cantines scolaires sont également formés sur la définition et la classification des aliments, la composition de menus équilibrés, sur l'hygiène alimentaire, la malnutrition et les maladies à transmission hydrique et alimentaire telles que le choléra et les maladies diarrhéiques, ainsi que les mesures préventives. Ils bénéficient également de cours de cuisine pour la préparation de mets sains et équilibrés à partir d'aliments locaux.
- Pour leur part, les élèves sont initiés au micro-jardinage à l'école. Ce qui leur permet d'avoir une connaissance des pratiques de maraîchage qu'ils peuvent reproduire chez eux s'ils disposent d'un espace. Des Ateliers de démonstration culinaire à partir des légumes du jardin scolaire sont aussi organisés.

Mise en application de l'IEAN au Benin

L'Institut Régional de santé Publique (IRSP) pionnière de l'IEAN au Bénin

Au Benin, l'IEAN a été expérimentée pour la première fois par l'Institut Régional de Santé Publique (IRSP) et a concerné 24 écoles réparties dans six (6) complexes scolaires de Cotonou. Au total, c'est près de 6 049 écoliers dont 2986 garçons contre 3063 filles qui ont été touchés par le projet.

Axes d'intervention de l'IEAN



IEAN s'attaque à toutes les formes de malnutrition selon le profil épidémiologique et le contexte du pays

IEAN s'attaque aux facteurs sous jacents à travers des stratégies multisectoriels et les plans d'actions pour la nutrition

L'expérience de Cotonou a démarré en octobre 2009 et a couvert quatre (4) complexes scolaires publics (École Primaire Publique (EPP) Gbégamey-Sud, EPP Gbéto-Sud, EPP Akpakpa-Centre et EPP Vèdoko) et deux (2) complexes privés dont un confessionnel (Complexe Scolaire «les Neems») et l'autre non confessionnel (Complexe Scolaire «Ronsard»).

Il s'agissait principalement pour l'IRSP d'accompagner les écoles à identifier eux-mêmes les problèmes nutritionnels des écoliers et à rechercher les solutions appropriées à travers l'élaboration des plans d'actions. Les actions contenues dans les plans d'actions ont concerné entre autres la surveillance de la croissance de l'enfant, la lutte contre la sous-alimentation en famille et à l'école, la surveillance de la qualité des aliments vendus à l'école, la promotion de jardins scolaires et la consommation des fruits et légumes, la lutte contre l'obésité et la carie dentaire, etc.

Le ministère de la santé s'engage dans le processus

Cette deuxième phase de la mise en application de l'IEAN au Bénin répond à la mise en application de l'une des recommandations des Fora de Nutrition de la Communauté Économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) sur le «Double Fardeau de la Malnutrition». Cette recommandation demande aux pays membres «d'encourager les communautés et les écoles, y compris le préscolaire à être des amis actifs de la nutrition et de l'exercice physique afin de promouvoir la santé et le bien être tout au long de la vie».

Face à cela, le Service Nutrition (SN) de la Direction de la Santé de la Mère et de l'Enfant (DSME) du Ministère de la Santé (MS) a inscrit dans son plan d'actions de 2008, validé en 2009, l'IEAN comme une de ses activités à expérimenter au Bénin. L'IEAN a été mise en œuvre à titre expérimental dans dix (10) écoles publiques rurales du département du Zou et a touché 1902 écoliers dont 1044 garçons contre 858 filles. Il s'agit des écoles de Codji-Adjaho et Wo-Tangandji dans la commune d'Abomey, Ganhoua et Sohounta dans la commune de Za-Kpota, Gomè et Hlagba-Lonmè dans Zogbodomey, Sinwé-Zoungoudo et Zoungbo-Kpatinmè dans Agbangnizoun, Kaodji-Gbatèzounmè (Zagnanado) et Toué (Covè).

Après l'identification des écoles, les comités locaux ont été mis en place dans chaque école. Les membres des comités locaux ont été formés sur l'IEAN. Au cours de la formation, les membres des comités ont appris à élaborer les plans d'actions qui ont été finalisés à leur retour. Les axes stratégiques contenus dans les plans d'actions élaborés et mis en œuvre portent entre autres sur : (i) Promotion de l'alimentation traditionnelle et de la consommation de sel iodé ; (ii) Promotion de jardins scolaires ; (iii) Promotion de la consommation des fruits et légumes ; (iv) Inspection des cantines scolaires ; (v) Déparasitage périodique ; et (vi) Surveillance de l'état nutritionnel des écoliers.

Le suivi a été réalisé par le comité départemental et les cadres des ministères impliqués au niveau central.

L'expérience du programme des Villages du millénaire

Cette troisième expérience a débuté en novembre 2013. Prévu à l'origine pour être mise en œuvre dans huit écoles, elle n'a finalement été réalisée que dans quatre (4) écoles primaires publiques à Banikoara (Kandérou-Yabadou, Kokèra, Nipouni et Wogobiga) avec l'appui technique et financier du PNUD et de l'OMS à travers le Programme des Villages du Millénaire.

Dans chacune de ces écoles, les cinq conditions de l'IEAN ont été appliquées avec une participation de tous les groupes acteurs. Les écoles ont également été dotées en denrées alimentaires, cela afin de compléter les efforts déjà entrepris par le Programmes Alimentaires Mondial (PAM) pour renforcer la nutrition au niveau des écoles. L'une des grandes innovations a été l'instauration des brigades de santé pour suivre l'application des principes de santé dans les écoles. Des infrastructures ont également été construites pour réduire les risques de maladies hydriques notamment des forages et des blocs de latrines. Enfin, des terrains de sports ont été aménagés pour assurer le développement d'activités sportives (tournois scolaires de football).

Les principales Leçons

L'IEAN a permis entre autres de maintenir d'améliorer la santé des enfants à l'école avec l'amélioration de l'offre nutritionnelle des cantines scolaires, dont le personnel et les vendeuses ont aujourd'hui pris conscience des enjeux liés au respect des mesures d'hygiène alimentaires et la qualité nutritionnelle des aliments servis aux élèves. De plus, l'implication des réseaux d'Associations de Parents d'Elèves dans la surveillance de l'hygiène corporelle et vestimentaires des enfants constitue un facteur clé de réussite de l'expérience. De même, le renforcement des capacités des acteurs et l'implication de l'ensemble des acteurs du monde scolaire a été un facteur clé dans l'appropriation de l'initiative par les écoles, ainsi que le suivi annuel de la croissance des écoliers.

Cependant, il faut signaler les principales faiblesses à la mise en œuvre de l'IEAN, notamment, la faible implication intersectorielle locale, l'absence de suivi de la mise en œuvre des plans d'action, l'insuffisance de suivi départemental de la mise en œuvre des activités et l'absence de comité national pour l'IEAN.

Malgré cela, l'IEAN a le mérite d'avoir apporté un changement qualitatif dans le mode de vie et les habitudes alimentaires et nutritionnelles non seulement au sein des écoles mais aussi des familles.

Sa durabilité dépend de l'engagement des acteurs à tous les niveaux et de toutes les structures parties prenantes. Cet engagement doit se traduire par des actes concrets comme l'appui technique et surtout le suivi régulier, notamment au niveau départemental et opérationnel. Il doit également se traduire par la recherche permanente d'alternatives pour faire face au manque de ressources financières. L'appui financier est donc nécessaire pour le renforcement de l'initiative en cours dans les écoles et le passage à l'échelle de cette dernière.

Enfin, la mise à l'échelle de l'IEAN constitue le principal défi à relever. La lutte contre la malnutrition chez les enfants doit être une préoccupation transversale. Il devient ainsi nécessaire d'assurer une coordination multisectorielle des initiatives, de mettre en place des mécanismes de communication pour un changement de comportement alimentaire dans la communauté et en milieu scolaire, de doter les écoles maternelles et primaires des cantines scolaires, de développer un partenariat solide pour l'alimentation en milieu scolaire avec l'ensemble des acteurs (Ecoles/Communauté, ONG, Gouvernement, Projets ou programmes, etc.).

ADOMAHOU David Géraud T
Ingénieur Agro-Nutritionniste
01BP284 Cotonou, Bénin
Email: adomavid@yahoo.fr

Retrouvez
AGRIDAPE sur notre
page Facebook
IED AFRIQUE

Ghana : Les foires alimentaires pour relancer l'alimentation locale et améliorer la nutrition

Bern Guri et Patricia Dianon

Photo : Groundswell International

Exposition de mets traditionnels lors de la foire alimentaire

En Juin 2011, le Centre pour le développement des connaissances et des organisations autochtones (CIKOD) a initié, dans le District de LAWRA, au Ghana, les foires alimentaires pour la promotion des aliments traditionnels. A travers ces foires, des agricultrices exposent des cultures et des aliments traditionnels en soulignant leur importance pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle des populations locales. Ces foires ont permis de garantir une meilleure connaissance et une prise en compte des produits alimentaires traditionnels, ainsi que l'agro-écologie dans les politiques et programmes nationaux de sécurité alimentaire.

Bern Guri et Patricia Dianon

Au Ghana, comme dans de nombreux autres pays, les politiques gouvernementales favorisent le plus souvent les cultures de rente en vue des exportations au détriment des cultures vivrières pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle. Ce constat est d'autant plus évident dans le Nord du pays, plus arides et plus affectée par le changement climatique et la baisse de la fertilité des sols. Ce qui constitue une situation paradoxale pour le pays, avec, d'un côté, une croissance économique en hausse grâce à l'agriculture et, de l'autre, une aggravation de l'insécurité alimentaire et nutritionnelle des ménages ruraux dans les régions sèches.

Dans le souci de promouvoir la production de « plus de nourriture pour nourrir la famille », d'améliorer la diversité des cultures et des aliments, mais aussi de réduire les risques causés par le changement climatique, le CIKOD a organisé une foire d'aliments traditionnels en juin 2011 dans le district de Lawra. Plus de trois cents femmes agricultrices dirigées par leurs chefs traditionnels féminins et des centaines d'hommes et d'enfants des zones de Lawra et de Nandom ont participé à cette exposition d'aliments et de semences locaux.

Alimentation et cultures traditionnelles

Pour améliorer l'accès à la sécurité alimentaire et nutritionnelle des communautés rurales, il est essentiel de se rappeler les enseignements qu'on peut tirer de la production alimentaire traditionnelle. Les cultures traditionnelles ou autochtones sont plus diverses et variées comparées à la poignée de cultures de base largement favorisées au nom de la révolution verte. En outre, un régime à base de produits alimentaires issus de cultures traditionnelles garantit une meilleure nutrition que celui à base de produits de l'agriculture dite industrielle, aujourd'hui dominantes.

Dans le nord du Ghana, les céréales (sorgho, mil, etc.), les légumineuses, les racines et les tubercules traditionnels comme l'igname, produits avec les savoirs locaux transmis de génération à génération, peuvent fournir aux familles une alimentation équilibrée. De plus, ces cultures traditionnelles donnent des rendements plus importants et ce même en années

de sécheresse. Ainsi, les cultures traditionnelles et l'élevage qui les accompagne contribuent à l'amélioration de la nutrition non seulement grâce à la diversification des régimes alimentaires, mais aussi par la réduction des risques liés à l'incertitude des précipitations. Elles sont adaptées aux conditions locales et nécessitent donc moins (voire pas du tout) d'intrants externes coûteux, nécessaires pour cultiver le riz, le maïs ou d'autres produits d'exportation.

Toutes les couches de la société sont concernées

Tout au long de l'année 2011, les femmes de l'Association des Femmes Agricultrices rurales du Ghana (RUWFAG) ont mené une excellente campagne de sensibilisation dans tous les marchés du district sur les impacts sanitaires de la consommation de légumes traitées aux pesticides. Tous les ingrédients étaient réunis pour une foire permettant de promouvoir des aliments traditionnels, diversifiés, résilients face au changement climatique et qui améliorent la nutrition tout en contribuant à la souveraineté alimentaire.

La foire alimentaire était une occasion spéciale réunissant agriculteurs locaux, chefs traditionnels et décideurs politiques dans un même endroit pour discuter et échanger sur les mêmes questions. Chaque groupe d'acteurs a exposé, à sa façon, son point de vue sur les produits alimentaires locaux.

Le ministre régional et le chef suprême ont échangé des souvenirs sur les aliments traditionnels qu'ils consommaient dans le passé et qui se sont raréfiés au fil des années, tout en rappelant également le sens qu'avaient ces aliments.

La coordonnatrice de RUWFAG, Madame Rebecca Sebri, a décrit en détail les impacts négatifs des cultures génétiquement modifiées, des pesticides et des engrais chimiques sur la santé des familles rurales, ce qui a été corroboré par la représentante du ministère de la Santé, Madame Doris Ziekah.

Artistes et musiciens ont joué un rôle majeur dans la foire. Les femmes de différents villages se sont relayées sur scène pour interpréter des chansons regrettant le manque d'aliments sains et les effets négatifs des méthodes agricoles industrielles. Ces chansons, dont certaines étaient improvisées, véhiculaient également des messages forts sur la valeur des aliments traditionnels et étaient accompagnés de danse.

Ces spectacles ont été suivis d'une séance officielle de dégustation de plus de 50 plats traditionnels par les dignitaires et le grand public. Au menu figuraient le tuo, le beng saab, le tubani, le perkpage, le gbulyang, le bir-neme, le nyusaab, le piereh, et bien d'autres plats. Il était particulièrement important que les chefs traditionnels dégustent ces plats devant d'autres personnes, ce qui allait certes à l'encontre des coutumes de la communauté, mais avait le mérite de souligner l'importance du message que les dirigeants voulaient faire passer.

La soudaine popularité qui s'en est suivie

Grâce à la foire, les plats traditionnels, jadis méprisés, notamment par les jeunes, sont devenus populaires. Cette utilisation accrue s'est surtout accompagnée d'une plus grande reconnaissance des plats traditionnels et du rôle des femmes au niveau politique.

Les jeunes de Tanchara se sont inspirés de la réussite de la foire des produits alimentaires traditionnels et ont organisé un questionnaire à choix multiples sur les cultures et aliments traditionnels afin d'augmenter, à leur façon, leurs connaissances et celles de leurs amis. Peu de temps après, les femmes leaders traditionnelles ont décidé d'organiser des foires similaires dans les districts de Ko et de Tanchara.

La foire alimentaire a aussi incité les femmes agricultrices des zones de Lawra et de Nandom à investir dans l'augmentation de la production des cultures traditionnelles dans leurs champs. Elles ont ouvert une mutuelle d'épargne et lancé un programme de facilité de prêt pour assurer l'accès au crédit afin d'acheter des semences, mais également pour renforcer la main d'œuvre et augmenter les surfaces où sont développées les cultures traditionnelles. La saison suivante a vu la production de ces cultures doubler, notamment le kpur-womeh, le piereh et le songsogli.

Peu de temps après la foire, une organisation de sages-femmes a adressé à CIKOD une demande d'un livre de recettes de plats traditionnels à base de cultures locales. Ce livre de recette s'est révélé un grand succès et continue à être distribué à toutes les femmes enceintes qu'elles soutiennent.

Les Facteurs de succès

La participation active des décideurs politiques et traditionnels a été une des clés de l'impact de la foire alimentaire. L'équipe de CIKOD a suivi les protocoles appropriés en invitant le chef (pognaa) et le directeur de district. Elles y sont parvenues avec beaucoup de patience, prenant le temps d'instaurer la confiance et de jeter les fondements d'une relation durable avec les autorités traditionnelles.

Leur participation a été essentielle, parce que la dégustation publique des plats traditionnels par les dirigeants politiques, et surtout les chefs traditionnels, a permis de convaincre le grand public de la valeur des plats traditionnels. N'a-t-on pas dit que « les yeux voient et le cœur désire » ? La dégustation de plats a convaincu les gens de l'importance des cultures traditionnelles et a fait resurgir de nombreux souvenirs. Pognaa Karbo, la pognaa de Lawra, a partagé quelques souvenirs : « *Quand j'étais jeune, le bengvaar et la soupe d'arachide avec le kaziong-saab étaient les plats que l'on servait aux jeunes hommes qui venaient prêter main forte au champ de mon père. Ce régime alimentaire traditionnel leur donnait force et vitalité pour accomplir les durs travaux champêtres. Dommage que ce régime soit remplacé par le riz.* »

Le contexte socio-culturel de la foire était également important. Étant familières aux nombreux agriculteurs qui ont répondu présents, les gens se sont sentis à l'aise. La foire a été basée sur les connaissances et ressources locales doublées d'un sentiment d'appropriation chez les agriculteurs présents. L'état d'esprit à la foire a été stimulé par la large publicité à la radio, à la télévision et dans la presse écrite. Diverses publications comportaient des messages positifs encourageant tout le monde à promouvoir les cultures et les plats traditionnels.

Vu d'ensemble

Les foires alimentaires font partie d'un large éventail d'activités qui favorisent l'agro-écologie et qui, ensemble, s'avèrent importantes pour contester l'agriculture industrielle profondément ancrée dans les pratiques.

Cette expérience a montré l'énorme potentiel des foires alimentaires (organisées de manière à créer un espace commun pour les agriculteurs, les dirigeants politiques et les chefs traditionnels) pour renforcer le rôle des mets et des cultures traditionnels tout en renforçant la pratique des approches agro-écologiques.

Dans de nombreuses communautés d'Afrique de l'Ouest, des festivals et d'autres cérémonies sont souvent organisés après les récoltes. Ils constituent d'excellentes occasions de promotion et de valorisation des aliments traditionnels.

Bern Guri est le directeur de CIKOD et le coordinateur de l'Africa Food Sovereignty Alliance.

Patricia Dianon travaille pour RUWFAG.

Les auteurs tiennent à remercier Daniel Bunuoku, Elham Mumuni et Julia Toboyee de CIKOD, ainsi que Mary Assumpta Mwinsigten et Rebecca A Sabri de RUWFAG pour leur contribution à cet article, rédigé à l'origine dans le cadre d'un processus de systématisation facilité par ILEIA

La consommation d'insectes comme stratégie d'atténuation de la malnutrition: expériences de la région du Centre Cameroun

Félix Meutchieye, Emeline Tsafo Kapi, Ursule Claire Mekongo Fombod, Saliou Niassy

Photo : Félix Meutchieye

Étal de chenilles séchés

Avec une population en forte croissance et une libéralisation contraignante pour les petits producteurs, la sécurité alimentaire et nutritionnelle des communautés de la région Centre du Cameroun est menacée. Dans cette région, sur le plan économique et alimentaire, les insectes constituent aujourd'hui une alternative. Pour les familles rurales pauvres, cette pratique a permis de renforcer les pratiques alimentaires et de générer des revenus supplémentaires. Tous les ingrédients d'une bonne pratiques dont la documentation et la mise à l'échelle pourrait contribuer à améliorer l'alimentation et les revenus des ruraux.

Depuis 2010, la région du Centre est considérée comme l'une des plus peuplées, avec plus de 60% de sa population concentrée dans le département administratif qui abrite la capitale politique Yaoundé. Avec un taux de croissance surfacique impressionnant, la ville de Yaoundé attire une population très hétérogène et nombreuse, ce qui constitue un grand défi pour l'alimentation et la nutrition, mais aussi un fort potentiel économique pour les campagnes proches

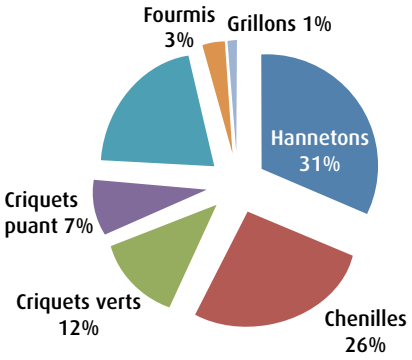
De plus, avec la libéralisation prônée comme l'option radieuse d'amélioration de la performance macro-économique, les plus « oubliés » parmi les parties prenantes ont été sans doute les plus petits, les moins consultés et pourtant ceux la qui nourrissent le reste, c'est-à-dire les petits agriculteurs. Il suffit de suivre l'évolution du nombre d'abandon des plantations cacaoyères et le faible engouement observé pendant plus de 10 ans dans cette région du Cameroun.

Face à ces enjeux, il devient nécessaire pour les communautés de trouver des alternatives alimentaires pour diversifier les sources de nourriture. C'est ainsi que les communautés paysannes de la région centre du Cameroun ont opté pour l'entomophagie (consommation d'insectes). comme solution pour faire face aux défis alimentaires et nutritionnels.

Vantées dans les années quatre vingt par un humoriste de renom originaire de la région du Centre, les chenilles de Ngomedzap n'ont retenu que trop tardivement l'attention des medias et surtout du monde scientifique. En effet, il aurait paru avoir manquée le coach de la « civilisation » que de manger des insectes sauvages devant l'occidentalisation ambiante, y compris des habitudes alimentaires. Faisant fi de ce regard réprobateur, des communautés entières ont maintenu des stratégies de diversification des sources alimentaires par exploitation des ressources alternatives. Plus précisément le rôle des insectes comestibles dans la ration alimentaire des couches rurales pauvres et de plus en plus dans celles des couches aisées et urbaines tend à être reconnu dans le pays.

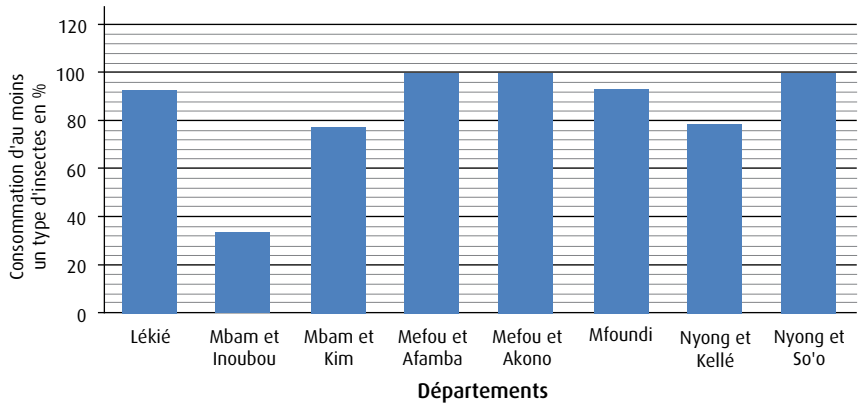
Les expériences en matière d›exploitation de ces ressources alternatives saisonnières sont peu documentées, pourtant elles recèlent des riches informations relatives aux stratégies des familles rurales pour mieux se nourrir. Plusieurs espèces d'insectes sont consommées dans la région du Centre. Parmi les espèces plus fréquemment mentionnées, il est ressorti les groupes suivants : les hannetons (plus les larves), les chenilles (notamment les processionnaires), les sauterelles appelées localement criquets verts, les criquets puants, les termites et les fourmis. Mais les proportions de consommation ne sont pas les mêmes comme nous le montre la figure suivante :

Les espèces d'insectes consommés dans la région du Centre Cameroun



En général, dans tous les départements du Centre, l'on rencontre au moins un consommateur d'insectes. Les insectes sont une ressource alimentaire grandement utilisée par presque toutes les communautés dans le Centre, certaines étant relativement plus consommatrices que d'autres.

La consommation d'insectes dans les différents départements de la région du Centre Cameroun



La consommation urbaine constitue un commerce périodique d'appoint pour les petites familles ou des détaillants urbains. La consommation différée comprend entre autres techniques la petite transformation, notamment le séchage, l'ébouillantage et aussi la conservation par cuisson-séchage. Il est de plus en plus reconnu que les insectes sont riches en protéines, et facilement accessibles. Dans d'autres contextes, notamment asiatiques l'élevage des insectes comestibles a fait l'objet d'investigations poussées et vulgarisées déjà hors des cercles des laboratoires.

L'élevage des insectes serait une source complémentaire nutritionnelle pour les familles rurales. En effet, le large savoir endogène regorge des procédés parfaitement reproductibles sur la base de la connaissance des écologies des espèces recherchées. Dans des vergers familiaux, le maintien de certains arbres constitue en fait un moyen d'assurer le ramassage des insectes au temps convenable.

Le tableau suivant récapitule la liste des arbres sur lesquels les chenilles construisent des nids ou s'alimentent dans la région du Centre.

Nom local de l'arbre		Nom commun / scientifique	Localité
langue	nom		
Ewondo	Abing	-	Akono
Ewondo	Elone	-	Akono
-	-	Manguier	Akono
-	-	Ayous	Akono
-	-	Sapeli	Akono
-	-	Sipro	Akono
-	-	Cossipro	Akono
Eton	Iteng	Calbote	Ponsolo

Dans le Centre du Cameroun il n'y a pas encore de domestication réelle des insectes comestibles exploités dans les communautés rurales. C'est la capture ou encore l'exploitation des ressources dans la nature qui est largement pratiquée. Il apparait qu'environ 90% de la population du Centre utilisent les insectes (au moins un type d'insecte), que ce soit pour la consommation, la vente, ou à des fins médicinales. Mis à part certains marchés de vivres frais de Yaoundé (Mvog-Mbi, Mvog-Ada, et à Nkoldongo) où l'on trouve les larves de hannetons en permanence (avec une claire distinction des origines et des types de palmiers). De manière générale, il n'y a pas de circuit de commercialisation proprement dit dans la région. Le gros des prises est essentiellement consommé dans les familles des villages environnants, alors que le potentiel commercial reste intéressant.

Les modes de cuisson des insectes sont divers et variés et dépendent de la localité où l'on se trouve. Dans certaines communautés, les insectes sont réputés contribuer au relèvement des enfants ou des adultes convalescents ou malnutris. Des efforts scientifiques régionaux ou nationaux devraient encourager et intégrer ces pratiques entomophagiques dans les perspectives de sécurités alimentaire et nutritionnelle des populations, et avec des perspectives beaucoup plus larges.

Félix Meutchieye,
Enseignant-Chercheur (Amélioration Génétique et Systèmes des Productions), Université de Dschang, Cameroun
Emeline Tsafo Kapi,
Elève-Ingénieur Agro Zootechnicienne, Université de Dschang, Cameroun
Ursule Claire Mekongo Fombod,
Ingénieur-Responsable ONG (AEAC), Yaoundé, Cameroun
Saliou Niassy,
Entomologiste-Chercheur ICIPE, Kenya

Le Moringa (Moringa Oleifera) un arbre miracle pour lutter contre la malnutrition

Jean Yves CLAVREUL

Photo : moringanews

Les feuilles et des graindes de *moringa*

De son nom scientifique Moringa Oleifer, le morienga peut constituer une réponse à la malnutrition qui affecte la plus part des pays en développement. Très répandu dans la région intertropicale, ses vertus et son potentiel en tant que complément alimentaire restent méconnus du grand public.

D'une manière intuitive ou en se fondant sur les recherches, les hommes ont de mieux en mieux maîtrisé les techniques culturales, les sélections des espèces, etc. Aujourd'hui, sous toutes les latitudes des solutions sont disponibles afin de résoudre les grands problèmes de sécurité alimentaire et de malnutrition.

Pourtant en cette fin d'Année internationale de l'agriculture familiale, il reste beaucoup à entreprendre pour lutter contre la malnutrition dans le monde. Toutefois, nous pouvons garder espoir car au cours de cette dernière décennie, des initiatives innovantes vont permettre de répondre efficacement à ce défi nutritionnel et au sein même des familles vulnérables. Là où est le problème, là aussi est la solution, sinon aucune vie n'est possible.

En effet, en parcourant de nombreux pays intertropicaux où des problèmes nutritionnels se posent, j'ai découvert ce don du ciel : le Moringa Oleifera.

Cet arbre est présent dans les savanes africaines depuis son introduction depuis l'Inde vers le XVème siècle, est connu et utilisé pour ses nombreuses vertus médicinales, nutritionnelles, fourragères (voire floculantes et oléifères).

Un trésor méconnu

Le moringa est l'exemple parfait de l'arbre à multi-usages. Il a connu une forte expansion dans toute la zone intertropicale. On le retrouve souvent dans les concessions et les jardins de case. Et pourtant, les familles n'en connaissent les bienfaits nutritionnels.

Beaucoup de projets et de programmes soutenus par des organisations internationales, des ONG et des associations se sont lancés dans la production et la diffusion d'aliments enrichis sans se pencher réellement sur les possibilités locales des familles. Cependant, avec le moringa, ces familles vulnérables peuvent produire elles-mêmes des aliments riches en vitamines A, C, calcium ...

En effet, chaque famille doit pouvoir planter à côté de sa maison ou dans son jardin quelques pieds de Moringa pour en cueillir régulièrement les feuilles.

Les feuilles de M. oleifera cultivé en conditions familiales, comparées à la Spiruline, présentent le triple avantage d'avoir des faibles coûts de production, d'être connu de la majorité de la population et potentiellement plus disponible (solution endogène, pérenne et durable, faible technicité).

Elles présentent également le grand avantage de pouvoir faire l'objet d'une utilisation domestique familiale régulière.

A poids égal les feuilles de Moringa sont :

- 2 fois plus riches en protéines que le lait ;
- 3 fois plus riche en fer que le gombo ;
- 4 fois plus riche en Vit A que la carotte;
- 4 fois plus riche en calcium que le lait ;
- 3 fois plus riche en potassium que la banane ;
- 7 fois plus riche en Vit C que l'orange.

Au-delà de la nutrition....

Le Moringa oleifera, au regard de l'évolution de la demande notamment urbaine, constitue un produit naturel à fort potentiel économique, qui peut présenter une perspective intéressante de développement rural pour la sous région, en permettant la génération de revenus et la diversification d'activités agricoles pour une petite agriculture familiale.

Enfin, les autres usages de cette espèce et notamment son grand intérêt fourrager, particulièrement pour le petit élevage « de case » (volailles, petits ruminants, porcs, ânes), qui s'avère un facteur favorable supplémentaire dans le contexte de crise fourragère que connaissent les pays sahéliens, constituent des éléments de sécurisation importants pour ces catégories d'agricultures vulnérables.

Des initiatives de promotion du Moringa

Ces dernières années, grâce à une meilleure connaissance, le Moringa est devenu un complément alimentaire de premier ordre très recherché. Sur le terrain, des unités de transformation se mettent en place et la commercialisation sur internet permet de répondre à une demande de plus en plus importante. Par ailleurs, sur le terrain, des pays se mobilisent pour proposer une large diffusion du moringa dans les écoles.

C'est actuellement le cas d'Haïti, où une grande campagne nationale a été lancée pour la promotion du moringa afin de lutter contre la malnutrition. Des particuliers conscients de l'intérêt de cet arbre aux multiples usages participent à sa vulgarisation. C'est le cas du jeune Kens Cazeau, qui, dans la proche banlieue de Port au Prince sur la montagne de Canaan, propose des jeunes plants de moringa aux populations déplacées après le séisme de 2010. Il a aussi mis en place une unité de séchage et de transformation des feuilles en poudre.

Ailleurs en Afrique, au Niger, les feuilles du moringa sont produites et commercialisées après transformation par les femmes. Au lieu de faire sécher les feuilles, elles préfèrent les précuire pour ensuite les commercialiser.

D'année en année la production et la commercialisation des feuilles de moringa connaissent une progression fulgurante au Niger.

Pour les femmes de la région de Maradi c'est une source de revenu non négligeable. D'ici quelques années en raison de l'accroissement des plantations locales, le Niger n'aura plus besoin d'importer les feuilles de moringa du Nigéria.

Pour plus de communication sur les bienfaits du Moringa

Dans de nombreux pays où des problèmes de malnutrition se posent avec acuité, des progrès restent à accomplir pour inciter les familles à planter des moringas dans leur maison.

Des campagnes de communication devront être organisées non seulement pour planter des moringa mais expliquer comment en consommer les feuilles, les gousses et les graines. Un programme de lutte contre la malnutrition n'est pas onéreux, et repose essentiellement sur une volonté politique de chaque pays d'y mettre fin.

Dans cette course à la résolution du problème de la malnutrition dans le monde, il en va aussi de la responsabilité des Associations, des ONG et des organisations Internationales de renforcer d'avantage leur collaboration avec les familles vulnérables afin qu'elles participent elles mêmes à la production d'aliments riches en vitamines A, C, calcium, magnésium.

Jean Yves CLAVREUL
Expert en Communication /Formation pour le Développement Durable
E mail : jean-yves.clavreul@wanadoo.fr

Préparation des feuilles de moringa sans altérer les vitamines

La vitamine C et toutes les vitamines de type B contenues dans les feuilles de moringa sont solubles dans l'eau. Tandis que d'autres vitamines sont au contraire solubles dans l'huile : c'est le cas des vitamines A (β-carotène) et E (α – Tocophérol).

Ainsi, lors de la cuisson des feuilles de moringa fraîche ou séchées, il ne faut pas jeter l'eau de cuisson si l'on veut garder les vitamines C et B hydrosolubles. Aussi, pour rendre disponibles les vitamines A et E liposolubles, il est conseillé de cuire les feuilles du moringa avec des matières grasses.

L'idéal est donc d'ébouillanter rapidement les feuilles de moringa dans un peu d'eau et d'incorporer le tout (feuilles et eau) en fin de cuisson, dans une sauce contenant de la matière grasse. Ainsi vitamines hydrosolubles et liposolubles seront disponibles et peu altérées par la cuisson.

Il faut noter que les jeunes feuilles tendres et fraîches sont comestibles.

Source : Produire et transformer le feuilles de moringa Moringanews/ Moringa Association of Ghana

Des activités génératrices de revenus pour Kens Cazeau, jeune entrepreneur de Canaan en Haïti

Canaan, le nouveau quartier que les déplacés de Port au Prince ont investi après le séisme, est une zone très pauvre. On y compte de nombreux cas de malnutrition. C'est ainsi dans ce décor presque chaotique que Kens Cazeau, un jeune entrepreneur plein d'imagination, cherche des solutions pour éveiller les jeunes à l'entreprenariat et au respect de l'environnement. Son ambition est de les faire sortir de la pauvreté et de la misère à travers un programme de production de plantules de moringa (benzolive en Haïti) basé sur l'éducation environnementale et nutritionnelle des jeunes.

Kens s'active dans la transformation et la valorisation des produits agricoles pour répondre à des problèmes vitaux qui affectent sa communauté. Sa stratégie est d'intéresser les familles à la culture du moringa en leur démontant tout ce qu'un arbre peut leur apporter sur le plan environnemental, économique et social.

Ne disposant pas de terre, il propose aux familles de Canaan de planter sur leurs terres les jeunes plants de moringa provenant de sa pépinière.

Ces plantations de moringa entre les baraquements de fortune, en plus de la production de feuilles riches en vitamines pour lutter contre la malnutrition, permettent d'éviter les glissements de terrain et l'érosion. Elles assurent également un revenu supplémentaire aux familles de Canaan.

Kens a installé une unité de transformation des feuilles de moringa achetées en sacs de 30 Kg à 60 gourdes soit 1,2 € auprès des populations. Après séchage, les feuilles sont transformées en poudre puis mis en sachet et revendues.

Cette poudre constitue un complément alimentaire distribué aux familles dont les enfants sont dénutris.

Les moringa produisent aussi de grandes quantités de graines qui sont pressées pour en extraire de l'huile. Dans son projet, Kens achète les graines à 10 gourdes le Kg aux habitants pour les revendre à un atelier d'extraction d'huile situé à Port au Prince. Une fois les graines pressées, le tourteau est utilisé pour l'alimentation du bétail.

Contact : Kens Cazeau, kensangel23@yahoo.fr

La diversification de recettes à base de viande de cobaye domestique au Sud du Cameroun

Félix Meutchieye, Idriss Gabriel Nyebe Mvogo,
Ursule Claire Mekongo Fombod, Alain Fomekong Tamofo

Photo : Félix Meutchieye

Elevage domestique de cobayes

Face à l'accès souvent difficile aux ressources alimentaires, les populations rurales mettent en place des réponses novatrices à travers la diversification alimentaire. Aujourd'hui, dans le Sud du Cameroun, plusieurs ménages ruraux associent le cobaye domestique à leurs stratégies d'amélioration de leur statut nutritionnel. Une pratique qui s'est rapidement répandu dans les concessions en raison des multiples vertus de la viande de cobaye, mais aussi pour les crottins du cobaye qui sont utilisés pour la fertilisation des jardins domestiques.

L'accès aux ressources alimentaires, aussi paradoxal que cela puisse paraitre est encore un luxe pour la majorité des ruraux, pourtant majoritaires dans la production primaire des aliments. Ceci pourrait s'expliquer entre autres par, d'une part la faible diversité naturelle des produits alimentaires, et d'autre part par le faible enrichissement et amélioration des valeurs nutritives des aliments consommés.

Le déficit d'éducation alimentaire fera perdurer la prévalence des pathologies d'origine alimentaire, notamment dans les pays les moins avancés dans ce domaine. Sur un plan purement anthropologique, la nourriture renvoie à une multitude de considérations symboliques parfois plus que fonctionnelles dans beaucoup de communautés. Le conservatisme alimentaire en milieu rural et le copiage aveugle (facilité de cuisson ou de manipulation des recettes « passe partout ») en milieu urbain sont des sources potentielles de malnutrition, même quand les sources primaires pourraient être suffisamment riches.

Les populations du Cameroun méridional n'échappent pas aux tensions alimentaires, notamment dans les milieux ruraux. En effet, sous la pression des besoins grandissants pour être « à jour » en matière de confort matériel, l'alimentation ne semble pas occuper les meilleurs scores dans la répartition des petits budgets familiaux. Sur ce plan alimentaire justement, manger peut ne pas revêtir toutes les fonctions de construction et de maintien selon les normes moyennes qui entourent les préoccupations de sécurité nutritionnelle au regard de la FAO.

Des recettes novatrices : une composition nutritionnelle riche

Pour venir à bout des déficits nutritionnels suspectés dans leur alimentation, de nombreux ménages s'illustrent par un compromis intéressant avec le disponible alimentaire. Plusieurs études ont révélé la richesse de certaines sauces considérées d'emblée comme peu avenantes ou attirantes. En effet, une analyse chimique des constituants condimentaires a fait apparaitre une gamme considérable de nutriments, notamment minéraux ou des acides aminés parfois rares dans les recettes courantes. Il existe partout dans la région Sud du Cameroun des recettes

qui « traditionnellement » correspondent à différents stades de croissance ou d'état physiologique. Dans les régions de l'Ouest Cameroun par exemple, la sauce jaune et la sauce gluante à base du mucilage de Trimphetta cordifolia sont servies aux femmes allaitantes pendant les premiers jours après la délivrance. Souvent peu pris en compte, certaines espèces animales sont restées longtemps « peu » visibles dans les programmes de développement des productions animales, malgré leurs preuves ailleurs. Il en va de même du cobaye domestique qui serait arrivé en Afrique centrale au début du 20e siècle et se serait établi à partir des années quarante comme une viande d'appoint.

Les autres vertus d'une viande peu connue

Le cobaye est un herbivore strict, en général craintif et vivant en groupe. Le cobaye est présent dans la majorité des ménages ruraux avec une taille moyenne de cheptel de 15 animaux. Le mode d'élevage dominant est en général du type extensif, avec peu d'encadrement, mais jouissant d'une rationalité dans les prélèvements. La gestion de la reproduction demeure cependant la contrainte majeure avec une large prévalence de la consanguinité du fait des accouplements incontrôlés. Les raisons de leur élevage par les paysans sont la consommation en premier, ensuite la vente et de plus en plus l'utilisation de leur crottin pour la production des légumes feuilles.

Il est ressorti de nos observations que dans certaines communautés du Nord Ouest Cameroun, les crottins de cobayes servent à la production des feuilles de la morelle noire, légume-feuille appréciée dans la contrée. L'application des fertilisants à base de crottins de cobayes améliorerait les qualités des légumes et ainsi leurs valeurs nutritives. Le cobaye adulte en lui-même constitue une source de protéines animales importante. Sa petite taille la rend facilement manipulable par toute la famille, surtout que sa consommation n'est pas sujet d'un tabou connu. Tous les groupes d'âges apprécient ainsi la viande souple et tendre du cobaye, viande « blanche », pauvre en cholestérol et facile à cuire.

Dans quatre régions administratives du sud Cameroun, nous avons identifié pas moins de 53 recettes « traditionnelles » confectionnées à base de la viande de cobayes. La diversité des épices, les modes de préparation et les menus qui vont avec constituent une option stratégique que les familles rurales adoptent pour faire face aux soucis de déficits nutritionnels prédominants. Parmi les modes les plus prisées et qui s'exportent déjà dans des restaurants huppés des grandes villes, la cuisson à l'étouffée sous feuilles connue sous le nom local de « ndomba » est tout un art culinaire. Certains ménages le confectionnent plus ou moins régulièrement pour les jeunes enfants en croissance et des personnes aux âges respectables.

Photo : Félix Meutchieye

Epices pour preparer le cobaye

Les plateformes d'innovation de la caviaculture co-facilitée par l'ensemble des acteurs a permis de déboucher sur des pistes inattendues, voire inédites pour ce secteur (voir AGRIDAPE Septembre 2013 - volume 29 n°3, pp : 31-33). Aujourd'hui, dans la seule ville de Yaounde, en quelques années, plus d'une dizaine de restaurants se sont spécialisés dans la préparation et la vente des menus à base de viande de cobayes. Evidemment, en Amérique centrale et du sud, le cobaye fait partie intégrante de la culture alimentaire. On était bien loin de s'imaginer une telle fertilité dans des ménages ruraux du Cameroun qui associent le cobaye domestique à leurs stratégies d'amélioration de leur statut nutritionnel. Des efforts des organisations d'appui, notamment les structures gouvernementales, les organisations non gouvernementales, le secteur privé, la formation et la recherche tertiaires devraient accompagner ces initiatives qui constituent une option durable de satisfaction des objectifs majeurs des ODM.

Cet article est rédigé dans le cadre du Projet N° CSI002-GUI (Université de Dschang-Cameroun) financé par le gouvernement australien (AusAID) et soutenu par ILRI-BeCA Hub. Harnessing husbandry of domestic cavy for alternative and rapid access to food and income in Cameroon and the eastern Democratic Republic of the Congo. Pour en savoir plus, visiter: http://wikicavy.wikispaces.com/

Auteurs :
Félix Meutchieye, Enseignant-Chercheur (Amélioration Génétique et Systèmes des Productions) et Coordonateur du Projet, Université de Dschang, Cameroun
Idriss Gabriel Nyebe Mvogo, Ingénieur Agro Economiste, Université de Dschang, Cameroun
Ursule Claire Mekongo Fombod, Ingénieur-Responsable ONG (AEAC), Yaoundé, Cameroun
Alain Fomekong Tamofo, Ingénieur Agronome Zootechnicien, MINEPIA-ACEFA, Cameroun

Visitez
la page web
de AGRIDAPE
http//www.iedafrique.org/agridape.html

SITES WEB

http://scalingupnutrition.org/fr/

Le Mouvement SUN (Renforcement de la nutrition) est un mouvement unique en son genre, fondé sur le principe du droit à l'alimentation et à une bonne nutrition pour tous.

Ce site web fourni des informations relatives à l'initiative SUN, des données statistiques sur l'évolution de la malnutrition, ainsi les actualités sur la lutte contre la malnutrition dans les différents pays membres de l'initiative.

http://miracletrees.org

Miracle Trees est une fondation pionnière dans la promotion du Moringa oleifera à travers le monde.

Ce site web constitue un espace de partage de connaissances sur les vertus et l'utilisation du moringa.

En effet, le Moringa oleifera est extrêmement riche en nutriments essentiels et, en prime, peut croître très rapidement dans les zones arides du monde, où la nourriture est rare et donc peut suppléer certains aliment et grâce à ces vertus médicinaux, cet arbre peut aider à lutter contre diverses maladies telles que les inflammations au cancer, les maladies parasitaires et les diabètes, etc.

http://www.moringanews.org/

Il s'agit du site web de l'Association MORINGANEWS dont le but est de e promouvoir l'utilisation du Moringa et d'autres végétaux locaux à fort potentiel pour améliorer durablement les conditions de vie dans les pays en développement.

Ce site web fournit des informations fiables sur un grand nombre de thèmes touchant au Moringa. Vous trouverez des fiches techniques, des articles scientifiques, des posters de vulgarisation, des rapports, des actes de séminaires, etc. dans sa rubrique bibliographie, le site vous propose des articles et de la documentation téléchargeables gratuitement. Ce sont pour la plupart, des documents produits par l'Association Moringanews, des membres du réseau ou par des auteurs scientifiques.

http://poledfn.org

Le Pôle sur le double fardeau nutritionnel (DFN) est le premier réseau francophone d'experts et de professionnels en nutrition en Afrique de l'Ouest. Mis sur pied en 2008, le Pôle DFN vise à améliorer la capacité des systèmes de santé ouest-africains à prévenir et à prendre en charge les problèmes de santé liés au double fardeau nutritionnel et à la transition nutritionnelle auxquels ils sont exposés.

Ce site web constitue une plateforme électronique de partage d'outils et d'information, de réseautage professionnel et de mobilisation des décideurs en vue de l'amélioration des capacités des systèmes de santé à faire face au double fardeau nutritionnel.

http://www.alimenterre.org/

il s'agit d'une plateforme sur l'alimentation et la promotion d'une agriculture famliliale durable. Il est par le CFSI, une association regroupant 20 organisations partageant la même vision de la solidarité internationale, qu'elles soient ONG de développement, organisations liées aux collectivités territoriales ou organisations syndicales.

A travers Alimenterre, les organisations membre du CFSI, partagent des études, des informations et des témoignages pour sensibiliser sur le rôle des exploitations familiales dans la mise en place de systèmes alimentaires locaux. Ce site est aussi un espace de partage sur les bonnes pratiques et des innovations en matières d'agriculture familiale.

http://www.sols2015.ch/

Le site de la Coordination «Année international des sols 2015», il diffuse toutes les actualités liées à la mise en œuvre de l'AIS 2015. On y retrouve des fiches d'information sur la vie des sols, différents matériels pédagogiques sur la science des sols y sont également partagés. Le site propose un agenda des évènements en rapport avec les sols et l'agriculture de manière générale.

peoplefoodandnature.org

La Landscapes for People, Food and Nature Initiative est une initiative internationale, collaborative de partage de savoir, de dialogue et d'action en faveur de la gestion intégrée des paysages. Elle mise en œuvre Ecoagriculture Partners. Ce site web constitue une plateforme mondiale de mise en réseau des organisations qui militent pour l'approche de gestion intégrée des paysages. Dans la rubrique analyse de ce site, on peut y trouver des rapports et des cas d'étude sur les liens entre l'approche paysage et le développement d'une agriculture productive, protectrice des ressources et génératrice de revenus pour les ménages ruraux pauvres à travers le monde.

www.cncr.org

Le site du CNCR vous propose les publications du CNCR sur différentes activités qu'il mène avec le monde paysans et les acteurs du secteur agricole. Dans la section Archives, vous pourrez consulter les bulletins d'information diffusés par le CNCR au cours des dernières années.

www.ipar.sn

L'Initiative prospective agricole et Rurale est une Think Thank qui accompagne le mouvement paysan Sénégalais. Son intervention s'articule autour de la recherche, le renforcement de capacités et l'animation d'espaces d'échanges et de débats sur les thèmes du développement agricole et rural.

A travers ce site, l'IPAR partage l'actualité du secteur agricole sénégalais. Elle partage les résultats de la veille sur les politiques agricoles et du plaidoyer à travers ses Policy Briefs. Le site propose aussi des études réalisées par les équipes de chercheurs, mais aussi des bulletins d'informations.

http://www.gwiwestafrica.org/

La GWI en Afrique de l'Ouest est un projet de recherche-action, basée approche participative multi-acteurs. Elle fait du plaidoyer et appuie la gouvernance, ainsi que l'élaboration de politiques plus efficaces à tous les niveaux pour garantir l'eau pour l'agriculture dans les périmètres aménagés autour des barrages.

A travers ce site, la GWI partage l'actualité du projet, mais aussi les résultats des recherches menées dans les trois pays d'intervention, le Sénégal, le Mali et le Burkina Faso.

BIBLIOGRAPHIE

Les agricultures familiales du monde : Définitions, contributions et politiques publiques

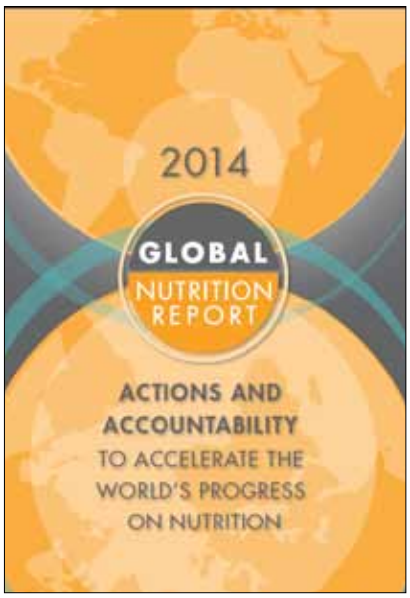
CIRAD, A Savoir N°28, Octobre 2014. 200 PP.

Cet ouvrage est une version reprise et remaniée du rapport publié sous le même titre par le Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développpement (Cirad) en mai 2013 pour le compte et à la demande de l'Agence Française de Développement (AFD), du ministère de l'Agriculture, de l'Agroalimentaire et de la Forêt (MAAF) et du ministère des Affaires étrangères et du développement international.

Destiné à préparer l'Année internationale de l'agriculture familiale des Nations unies (2014), la commande faite au Cirad, dont l'intitulé était « Étude sur la contribution de l'agriculture familiale à la sécurité alimentaire », visait à « clarifier les terminologies utilisées, la réalité que recouvre l'agriculture familiale dans les pays en développement et son impact sur la sécurité alimentaire et le développement durable », à partir d'une analyse de la littérature institutionnelle et scientifique et d'études de cas dans différents pays portant sur « la mise en politiques des agricultures familiales ».

Rapport Mondial sur la Nutrition 2014 : Mesures et redevabilité en vue d'accélérer les progrès mondiaux en matière de nutrition

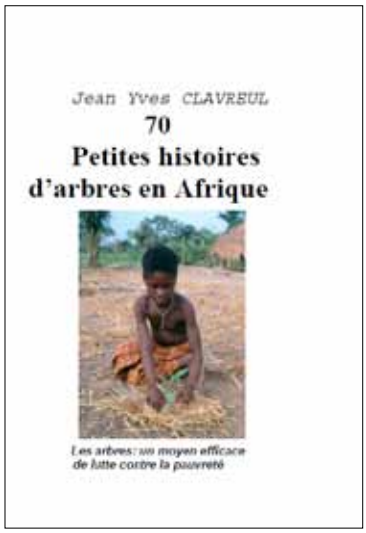
International Food Policy Research Institute (IFPRI), 2014, ISBN: 978-0-89629-564-3.



Le Rapport 2014 sur la nutrition mondiale est le premier d'une série annuelle, souligne les progrès réalisés à l'échelle mondiale par les 193 États membres des Nations Unies en vue d'améliorer leur état nutritionnel ; elle identifie les obstacles au changement, met en lumière les possibilités d'intervention et contribue à renforcer la redevabilité en matière de nutrition à l'échelle nationale et mondiale.

70 Petites histoires d'arbres en Afrique

Jean Yves CLAVREUL, 189 PP.



Ce recueil est destiné à une sensibilisation au niveau global, il rassemble toute une gamme de petits évènements vécus par les gens les plus simples qui prennent des initiatives en faveur des arbres.

Il répond à une demande de la Conférence des Parties qui a mandaté le Secrétariat pour collecter et diffuser les expériences réussies et les bonnes pratiques de lutte contre la désertification et mitigation des effets de la sécheresse, en mettant particulièrement l'accent sur l'éradication de la pauvreté dans les zones affectées.

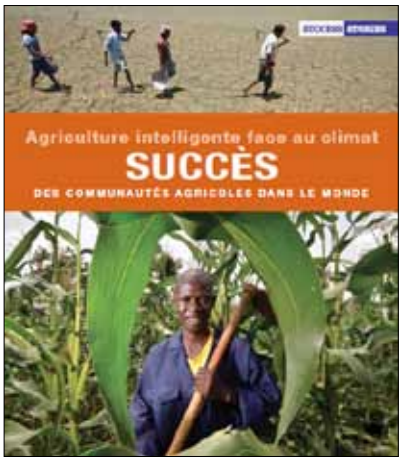
Les histoires sont toutes vraies, cependant l'auteur s'est donné quelques libertés pour les rendre plus attrayantes. Dans ces histoires, les arbres sont les acteurs principaux

La finalité du recueil est de diffuser quelques recettes simples à la disposition d'un large public intéressé par la lutte contre la désertification et contre la pauvreté.

Si tous les agriculteurs, éleveurs, et croyants se donnaient la main, l'Afrique pourrait produire plus de bois qu'elle ne pourrait en consommer !

Agriculture intelligente face au climat : Succès des Communautés agricoles dans le monde

CTA, 2013 – ISSN 2212-6384, 44 PP.



Cette brochure est produite en coopération avec le Programme de recherche du CGIAR sur le changement climatique, l'agriculture et la sécurité alimentaire (CCAFS) et le Centre technique de coopération agricole et rurale (CTA). Elle s'appuie essentiellement sur la recherche suivante : Large-scale implementation of adaptation and mitigation actions in agriculture, Document de travail n° 50, Cooper PJM, Cappiello S, Vermeulen SJ, Campbell BM, Zougmoré R, Kinyangi J., Copenhague, 2013, une publi-

BIBLIOGRAPHIE

cation du Programme de recherche du CGIAR sur le changement climatique, l'agriculture et la sécurité alimentaire (CCAFS).

Elle documente seize initiatives montrant le potentiel de l'agriculture en termes d'adaptation au changement climatique, de résilience et de protection des agriculteurs face à l'évolution future des modèles climatiques, des ravageurs et des maladies, et de ralentissement du rythme du changement climatique.

AIDE AUX COMMUNAUTES DU SUD : Ecouter, Echanger Avant d'agir

Jean –Yves CLAVREUL.

Ce précis sans prétention se veut une sorte de fil rouge pour ceux qui souhaitent apporter un appui au développement des pays du Sud.

En effet, depuis des décennies de nombreux acteurs émus par la situation de pauvreté des habitants du Sud se sont mobilisés pour leur apporter un soutien.

Cette pauvreté est souvent le résultat de l'exploitation économique du Sud les pays du Nord : non rémunération au juste prix des matières premières ou subvention des agricultures des pays du Nord. Les producteurs du Sud ne peuvent alors rivaliser avec ceux du Nord. Sans parler de la dette, de la démographie et de la détérioration de l'environnement...

Sans être une panacée, ce petit précis aidera les associations et les ONG à se poser certaines questions et à s'inscrire dans une démarche participative de Réponse Locale, dans laquelle les bénéficiaires seront les principaux acteurs de leur propre programme de développement.

En effet, bien souvent, dans cette lutte contre la pauvreté une grande partie des solutions se situe dans le milieu même, loin des Ministères et des grandes Organisations Internationales.

Ces quelques pistes de réflexion sont le fruit des constats réalisés au cours de nombreuses années passées sur le terrain aux côtés des communautés pauvres des pays du Sud et notamment en Afrique.

Ces pistes sont proposées sous la forme de fiches étayées d'exemples et de témoignages afin d'en faciliter la compréhension.

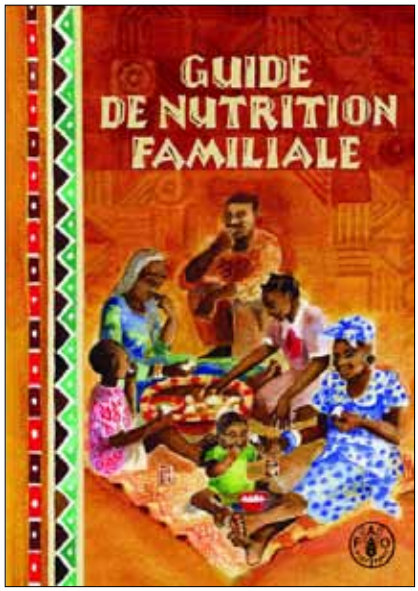
Cadre stratégique mondial pour la sécurité alimentaire et la nutrition, Deuxième version – octobre 2013

Comité de la sécurité alimentaire mondiale (CSA), 68 PP.

Le Cadre stratégique mondial contient l'ensemble des recommandations pertinentes adoptées en séance plénière par le CSA et tient compte d'autres cadres, directives et processus de coordination existant à tous les niveaux; des expériences et des évaluations des pays, des pratiques optimales, des enseignements tirés et des connaissances étayées par des preuves. Il est censé refléter – de manière non exhaustive – le degré de consensus existant entre les gouvernements, avec des apports de l'ensemble des parties prenantes du CSA, notamment les partenaires fournisseurs de ressources, les organisations internationales, les universités, les banques de développement, les fondations, les OSC et le secteur privé. Le Cadre stratégique mondial est un instrument évolutif qui sera mis à jour chaque année pour intégrer, s'il y a lieu, les décisions et recommandations adoptées par le CSA en séance plénière.

Guide de Nutrition de la famille

Ann Burgess, Consultante à la FAO, 2005, 32 PP.



Le présent Guide de nutrition familiale peut faciliter cette tâche éducative. Il fournit un résumé actualisé des informations pertinentes en matière de nutrition et fait de nombreuses suggestions quant à la façon de mettre en commun ces informations lorsqu'on travaille avec des groupes. L'objectif général du Guide de nutrition familiale est d'aider les spécialistes en santé humaine des pays en développement à dispenser une éducation nutritionnelle plus efficace, qui donne aux familles les informations dont elles ont besoin pour préparer des repas sains et nutritifs et pour bien nourrir tous les membres de la famille, et qui incite la population à adopter de bonnes habitudes alimentaires.

Le présent guide s'adresse avant tout aux spécialistes qui souhaitent améliorer la nutrition des familles et leur façon de se nourrir. Il peut aussi être utile aux particuliers ou aux membres de groupements communautaires qui veulent en savoir davantage sur une alimentation familiale nutritionnellement adéquate.

La résilience contre la faim Nouvelle donne ou nouvel artifice ?

Benoît Lallau, décembre 2014, 22 PP.

Cette communication analyse la montée en puissance de la rhétorique de la résilience dans ce domaine de la sécurité alimentaire et du développement. Elle vise à interroger la portée, analytique et normative, de la résilience, telle que désormais mobilisée dans les réflexions et les pratiques de la lutte contre la faim. Pour ce faire, sont retracées l'émergence de la notion dans le champ de l'insécurité alimentaire, ainsi que les critiques que cette montée suscite. La résilience est d'une part difficile à définir et à évaluer, elle implique d'autre part des politiques de développement fondées sur le recours à la protection sociale et sur le principe de souveraineté alimentaire. Au-delà des très en vogue discussions techniques sur sa mesure, c'est d'abord une économie politique de la résilience qu'il convient de faire émerger. En ce sens, plus qu'un nouvel avatar néolibéral, la résilience peut, doit contribuer à relancer le débat sur les politiques de développement.

Vers une agriculture familiale plus forte : Points de vue au coeur de l'Année internationale de l'agriculture familiale

ILEIA et FAO, 2014, 39 PP.

Cette publication s'appuie sur les rapports et notes tirés d'une série d'événements au cours de l'Année internationale de l'agriculture familiale.

Il ne s'agit pas d'un compte rendu détaillé de toutes les actions mises en œuvre pendant l'AIAF, mais plutôt une représentation de toutes les opinions et expériences recueillies à des moments cruciaux de l'Année, preuve de l'importance des mesures prises ensemble et des progrès qu'il nous reste à faire pour venir en aide aux petits exploitants.

La sécurité alimentaire des villes africaines: le rôle des SADA

Martine Padilla, «Aliments dans les villes», avril 1997, 37 PP.

Cet ouvrage met en perspective la relation entre la sécurité alimentaire et les systèmes d'approvisionnement et de distribution alimentaires (SADA) dans les villes de l'Afrique francophone, dans un contexte de forte expansion de la demande urbaine et dans un environnement social et économique fluctuant. Il donne également des éléments pour la préparation de politiques de développement des SADA urbains visant à améliorer la sécurité alimentaire des populations, dans l'Afrique soumise aux plans de stabilisation économique.

Durabilité de l'alimentation face à de nouveaux enjeux : Questions à la recherche

Catherine Esnouf, Marie Russel et Nicolas Bricas, DUALINE, Juillet 2011, 238 PP.

Lancé en novembre 2009 et achevé en juin 2011, ce travail nommé duALIne (DUrabilité de l'ALImentation face à de Nouveaux Enjeux) a mobilisé environ 125 experts au travers de dix ateliers. Des séminaires inter-ateliers, deux assemblées plénières et un colloque public de mise en débat des résultats préliminaires ont jalonné l'intégration progressive des résultats. L'objectif est d'analyser la bibliographie internationale et de mobiliser la communauté d'experts compétents pour identifier les lacunes majeures de connaissances par rapport à ces enjeux, et d'en déduire, pour la communauté scientifique nationale et internationale, les pistes de recherche prioritaires.

Retrouvez
AGRIDAPE sur notre
page Facebook
IED AFRIQUE

OPINION

« Nous en avons assez de la faim et de la malnutrition ! »

Photo : Flavio Luiz Valente

Les organisations de la société civile et les mouvements populaires ont envoyé un message fort aux gouvernements du monde au cours de la 2e Conférence Internationale sur la Nutrition (CIN2) qui s'est tenue à Rome du 19 au 21 novembre 2014. Pendant les trois jours qui ont précédé la conférence, près de 200 représentants de tous les horizons se sont rencontrés pour préparer une position commune de la société civile qui a été présentée à la session plénière finale de la conférence. Voici un aperçu de ce qui s'est dit et de ce qui s'en est suivi.

Flavio Luiz Valente

Des représentants de communautés de petits exploitants agricoles, pêcheurs et éleveurs, de consommateurs et de jeunes et femmes pauvres des zones urbaines, de populations autochtones et d'ouvriers agricoles et de l'industrie alimentaire se sont réunis. Ces mouvements sociaux se sont joints aux organisations de la société civile pour partager leurs valeurs et leurs aspirations. Nous avons uni nos forces pour nous entendre sur une vision commune relative aux moyens d'éradiquer la malnutrition sous toutes ses formes, et pour exiger des gouvernements et organisations intergouvernementales qu'ils soient comptables de leurs obligations et engagements.

C'est ainsi que s'est ouverte la déclaration commune que nous avons présentée aux gouvernements du monde : *« Il est inacceptable que dans un monde d'abondance, plus de 800 millions de nos frères et sœurs se couchent le ventre vide tous les soirs et que plus d'un demi-milliard sont frappés d'obésité. (...) L'injustice que représente la malnutrition s'est traduite par la mort de plusieurs milliers de nos enfants depuis le début de ce débat. Il y a longtemps que ces problèmes auraient dû être abordés. »*

La conclusion des négociations officielles de la CIN2 est un pas opportun, s'agissant particulièrement de son insistance sur la malnutrition sous toutes ses formes, sur l'approche de cycle de vie et sur la nécessité de revisiter le système alimentaire. Nous accueillons généralement les conclusions, mais les trouvons insuffisantes pour faire face à l'ampleur du défi que pose la malnutrition. Tout particulièrement, les documents de conclusion n'ont pas accordé toute l'attention requise aux causes premières de la malnutrition.

Questions essentielles négligées

Certaines de ces causes profondes ont été à peine abordées, voire renvoyées tout simplement aux calendes grecques. L'une des questions vitales est celle de l'impact de plus en plus négatif des initiatives prédatrices du secteur privé, surtout les sociétés transnationales, à travers l'accaparement des terres mais aussi celui des océans et des lacs, des semences et des ressources génétiques locales, ainsi que des biens sociaux et culturels.

Une autre problématique passée sous silence est liée aux graves incidences négatives des systèmes alimentaires agro-industriels dominants qui érodent et contaminent nos sols et nos eaux, participent à l'acidification de l'océan, détruisent la diversité biologique et alimentaire et viennent s'ajouter au défi du changement climatique à l'échelle mondiale. La commercialisation agressive d'aliments fortement transformés est la cause principale de l'épidémie d'obésité et, de même, la commercialisation de substituts du lait maternel est en train de saper tous les avantages connus de l'allaitement maternel. Enfin, dans les conclusions, rien n'a été dit à propos de la nécessité de mettre un terme à la violence faite aux femmes et aux violations de leurs droits, notamment le mariage des enfants et les grossesses non désirées chez les adolescentes, qui restent l'une des causes les plus graves de la malnutrition chez les nourrissons et les femmes.

À prendre en considération

Notre déclaration commune souligne ces questions en ces termes : *« la nutrition ne peut être prise en charge que dans le contexte de systèmes alimentaires locaux prospères et dynamiques, profondément ancrés de manière écologique, rationnels du point de vue de l'environnement*

et appropriés culturellement et socialement. Nous sommes convaincus que la souveraineté alimentaire est un préalable fondamental pour assurer la sécurité alimentaire et garantir le droit humain à une nutrition et à une alimentation suffisantes.

Dans ce cadre, il est nécessaire de réaffirmer le caractère central des petits producteurs et producteurs familiaux de produits alimentaires en tant qu'acteurs clés et moteurs des systèmes alimentaires locaux, mais aussi en tant que principaux investisseurs dans l'agriculture. Leur accès sécurisé et leur contrôle sur les ressources telles que la terre, l'eau et les ressources aquatiques, les routes à mobilité adéquate, les semences locales, les races et toutes les autres ressources génétiques locales, ressources techniques et financières, ainsi que la protection sociale, surtout pour les femmes, sont autant de facteurs essentiels pour garantir une alimentation diversifiée et une nutrition adéquate. »

" Aucune nourriture adéquate n'est possible si les cœurs et les esprits des gens sont violés. "

La déclaration réaffirme également notre conviction que l'alimentation est inséparable de la nutrition : *« Les aliments sont l'expression de valeurs, de cultures, de relations sociales et de l'autodétermination des peuples ; et l'acte de se nourrir et de nourrir les autres exprime notre souveraineté, notre propriété et notre responsabilisation. Lorsque nous nous nourrissons et que nous partageons notre nourriture avec nos familles, nos amis et les membres de notre communauté, nous réaffirmons nos identités culturelles, notre interdépendance avec la nature, la maîtrise du cours de notre vie et notre dignité humaine. Par conséquent, la compréhension du défi que pose la malnutrition sous toutes ses formes appelle une analyse holistique et pluridisciplinaire qui soit une combinaison de perspectives tant techniques que politiques. »*

Inacceptable

« Vingt-deux ans – soit une génération – se sont écoulés depuis la première Conférence Internationale sur la Nutrition. » Il est inacceptable que des millions de personnes continuent de souffrir et de mourir de causes évitables de la malnutrition sous toutes ses formes. Cette violence doit cesser immédiatement. Nous en appelons aux États membres pour qu'ils prennent des engagements clairs et fermes aux niveaux tant national qu'international pour garantir la pleine réalisation du droit humain à une nutrition et à une alimentation suffisantes et d'autres droits connexes. Nous ne resterons pas 22 autres années s'écouler sans rien faire. Nous sommes prêts à jouer notre rôle et à prendre nos responsabilités. Nous exigeons des États membres et du système des Nations unies qu'ils respectent leurs obligations. Nous déclarons par la présente une Décennie internationale des Peuples pour l'Action en faveur de la Nutrition. L'action c'est maintenant ! »

Tirée de la déclaration du Forum des mouvements sociaux et des organisations de la société civile à la CIN2 tenue à Rome, le 21 novembre 2014. Pour l'intégralité de la déclaration, veuillez consulter le site suivant : www.fian.org

Tenants et aboutissants de la question...

Parallèlement, nous avons exigé que l'ensemble des politiques, programmes et plans d'action relatifs à l'alimentation, à la nutrition et aux questions connexes fassent comprendre sans équivoque que le droit à une alimentation et une nutrition suffisantes, ainsi que le droit à la santé et à l'eau sont des droits humains fondamentaux. Nous avons également exigé la présence d'une clause interdisant l'utilisation de l'alimentation comme arme politique et économique dans la déclaration officielle de la CIN2.

Toutefois, il a été très difficile de faire accepter cette demande. Certaines puissances ont paralysé les débats et tenté d'éliminer toute référence au droit humain à une nutrition et à une alimentation suffisantes. Elles ont réussi à affaiblir considérablement la déclaration de la CIN2 et le cadre d'action. Cependant, quelques gouvernements d'Amérique latine, d'Asie et d'Afrique, ainsi que des gouvernements d'Europe ont pu en sauver une partie. En effet, ces gouvernements ont veillé à ce que le droit humain à une alimentation suffisante soit mentionné au moins dans un paragraphe, mais pas en tant que cadre dans lequel la nutrition doit être prise en charge ; par ailleurs, le modèle agricole actuel a été reconnu comme étant l'un des principaux problèmes.

Certains gouvernements voulaient séparer la gouvernance mondiale de la sécurité alimentaire et de la nutrition du Comité sur la Sécurité alimentaire mondiale (CFS) bien que cette plateforme intergouvernementale soit actuellement la plus inclusive. La société civile a mis à nu leur intention de lancer un réseau séparé de l'ONU pour la gouvernance de la nutrition quelques jours avant l'ouverture de la CIN2, et c'est ainsi que le projet a échoué sous la pression des États membres.

Dans les couloirs de la conférence de Rome, nous avons entendu que plusieurs gouvernements de tous les continents défendent le mécanisme de gouvernance de la nutrition et de l'alimentation que nous, en tant que société civile, avons proposé. De fait, notre proposition met le Comité sur la Sécurité alimentaire mondiale au cœur de la promotion de politiques cohérentes de nutrition et d'alimentation avec la réalisation des droits humains pour tous. Nous avons également invité les États membres à demander au Conseil des Droits de l'homme de garantir que le suivi de cette CIN2 soit cohérent par rapport à la protection et à la réalisation du droit à une nutrition et à une alimentation suffisantes et d'autres droits connexes.

Flavio Luiz Valente
Secrétaire général de FIAN International.
Email : Valente@fian.org

Visitez
la page web
de AGRIDAPE

http//www.iedafrique.org/agridape.html

« Promouvoir l'agriculture biologique pour garantir aux populations une sécurité alimentaire et nutritionnelle durable.»

Ibrahima Seck

Photo : FENAB

Visite d'une ferme d'agriculture biologique

M. Seck est le coordinateur de la Fédération Nationale pour l'Agriculture biologique, une organisation membre du CNCR qui prône la souveraineté alimentaire à travers la production biologique, la consommation locale et la promotion d'une familiale durable. Il nous fait une analyse des enjeux de l'agriculture familiale face à la mondialisation et la libération des marchés. Il insiste sur les modèles d'agriculture et consommation qu'on devrait promouvoir dans des pays en développement comme le Sénégal.

L'Agriculture familiale se caractérise d'abord par sa finalité qui n'est pas le profit, mais la reproduction du groupe familial. Le groupe familial est très large le plus souvent car composé de plusieurs générations. Il doit non seulement répondre à ses besoins de subsistance par sa production, mais elle doit assurer à ses membres qui s'émancipent pour créer leur propre unité familiale de production et de consommation, les moyens en terre et en main d'œuvre nécessaire. Ces unités familiales de production et de consommation se regroupent le plus souvent en unités de résidences et sont organisées en communautés villageoises partageant le même terroir agricole et très homogènes sur le plan lignager ou ethnique. Cette homogénéité lignagère ou ethnique se traduit par une très grande solidarité entre les ménages agricoles. L'accès aux ressources foncières et naturelles est quasi garanti à tous les membres du groupe mais aussi aux personnes accueillies par la communauté. Il existe bien sur des différences sociales entre les individus et les familles dues à l'âge, au sexe, à la caste, à l'appartenance au groupe lignager fondateur du terroir. Des mécanismes permettent cependant de limiter les inégalités. Ces agricultures familiales, du fait de leur finalité et de la nécessité de réduire les risques climatiques et parasitaires, combinent toujours plusieurs activités économiques : cultures annuelles et pérennes, élevage, cueillette, chasse, pèche, activités non agricoles sur place ou par des migrations saisonnières. Ces combinaisons sont variables suivant les conditions agro-écologiques et les opportunités offertes sur place ou dans d'autres zones.

L 'expérience montre que les industries de transformation et les sociétés de commercialisation jouent un rôle essentiel dans ce sens. Il leur appartient d'avoir une bonne connaissance des demandes des marchés et d'orienter les producteurs. C'est aussi dans les segments de la transformation et de la commercialisation que se réalisent de plus en plus les plus-values.

Quel modèle d'agriculture ?

Le libéralisme et la mondialisation véhiculent, à travers les politiques d'ajustement structurel, les Accords de l'O MC, mais aussi, on l'oublie souvent, le traité de l'UEMOA, deux modèles qui peuvent mettre en cause ou marginaliser l'agriculture familiale.

Le modèle agro-industriel occidental est à la veille d'une révolution technologique. La combinaison des biotechnologies, de l'informatique et des techniques de positionnement par satellite vont permettre de conduire une entreprise agricole comme une usine.

Les nouvelles variétés contenant des OGM (organismes génétiquement modifiés) vont permettre un accroissement des rendements importants, mais avec des conséquences lourdes sur la vie et sur l'environnement.

Les expériences de ce qu'on appelle l'agriculture de précision confirment qu'il sera possible demain d'automatiser la plupart des travaux culturaux dans les grandes fermes.

Les agricultures familiales risquent d'être encore marginalisées.

Pour définir sa politique agricole à long terme, le pays a besoin d'une réflexion sur les modèles d'agriculture qu'il souhaite promouvoir et sur la place et l'importance de chaque modèle.

Quel modèle de consommation ?

Le modèle véhiculé par les politiques de libéralisation et de mondialisation, c'est le modèle de consommation occidentale sous l'impulsion de l'agro-indusrie et des multinationales. De plus, on voit qu'il n'est pas généralisable à l'ensemble de la planète, que c'est un modèle fait pour le milliard de consommateurs des pays occidentaux. Les inégalités entre riches et pauvres et entre pays développés et pays sous développés n'ont jamais été aussi grandes. En laissant le seul marché régir l'économie, on ne fera qu'agrandir le fossé. Il y a donc des choix politiques à faire.

Le Sénégal ne peut à lui seul changer le cours des choses, mais il a au moins l'obligation d'y contribuer. Pour les organisations paysannes, c'est d'abord au niveau national qu'il faut se battre pour convaincre l'ensemble de leurs partenaires que l'agriculture familiale a de l'avenir et qu'elle peut apporter sa contribution au développement national. Sans un consensus sur ce plan, il sera difficile de mobiliser une majorité en faveur d'une transformation de cette agriculture familiale. Les O.P. ne pourront pas réussir cette majorité sur la base de leur seul discours. Il leur faut développer une connaissance et une réflexion propre, mais aussi se doter d'une expertise capable de les appuyer dans ce sens.

Il leur faut aussi pousser l'Etat à développer les alliances et les solidarités sous-régionales et internationales pour défendre ces idées.

Le contexte actuel de la mondialisation impose une compétition sans merci, il faut donc une mobilisation optimale pour développer nos propres ressources. Le succès de ceux qu'on appelait les dragons découle avant tout de la prise en compte de cette exigence.

Bien que les habitudes alimentaires sont difficiles à changer, nous espérons que la crise actuelle et la chute du pouvoir d'achat des populations accompagnées d'une bonne dose de sensibilisation , de réalisme et de bon sens conduiront de plus en plus les consommateurs vers une redécouverte des produits locaux, les céréales en particulier et de leurs vertus d'autant plus qu'on note de plus en plus des esquisses de changements si timides soient telles.

Les producteurs agricoles, les transformateurs et promoteurs locaux pourraient gagner des marchés dans ce secteur.

Pour la promotion d'une agriculture familiale durable pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle

L'agriculture familiale durable est un système agricole qui met l'accent sur une gestion rationnelle des ressources naturelles (utilisation, conservation, renouvellement des sols, des eaux, des forêts, de la biomasse, des ressources halieutiques et animales). Elle cherche à collaborer avec la nature, au lieu de la dominer. L'agriculture durable pousse à une forte intensification des systèmes agricoles, combinée à une forte diversification des productions végétales et animales.

L'agriculture familiale durable met l'accent sur la diversité biologique et l'association des cultures. Elle s'appuie sur les connaissances traditionnelles des populations, mais s'enrichie de techniques et de technologies modernes qui limitent les intrants externes. A la place des engrais et des pesticides chimiques de synthèse, l'agro-écologie utilise l'ensemble des énergies renouvelables et des matériaux biodégradables disponibles dans le milieu, pour la fertilisation des sols et utilise la lutte naturelle et intégrée dans le contrôle des parasites des cultures.

La production d'aliments sains est au cœur d'une nutrition exemplaire et participe à la santé des populations. Ainsi, l'agriculture biologique doit être favorisée davantage par les Etats en général et ceux Africains en particulier pour garantir aux populations une sécurité alimentaire et nutritionnelle durable.

Ibrahima SECK
Coordinateur de la FENAB
iseck@yahoo.fr

Retrouvez
AGRIDAPE sur notre
page Facebook
IED AFRIQUE

À LA CLÔTURE DE L'ANNÉE INTERNATIONALE DE L'AGRICULTURE FAMILIALE

Vers une agriculture familiale plus forte : Points de vue au cœur de l'Année internationale de l'agriculture familiale

L'amélioration de la situation des agriculteurs familiaux est un besoin impérieux et une question qui nous interpelle tous dans la mesure où ces agriculteurs produisent 70 % de la nourriture dans le monde. L'Année internationale de l'agriculture familiale 2014 avait pour objectif de mieux faire comprendre l'agriculture familiale et d'appuyer le développement de politiques favorables aux agriculteurs familiaux. Cet article fait la synthèse des propositions clés formulées au cours de l'année issues de l'ouvrage « Vers une agriculture familiale plus forte » (ILEIA/FAO, 2014).

Janneke Bruil

Lorsque 2014 a été proclamée Année internationale de l'agriculture familiale (AIAF), l'Organisation des Nations Unies a voulu saluer les contributions essentielles des agriculteurs familiaux à la sécurité alimentaire, au bien-être des communautés, à l'économie, à la biodiversité, à l'utilisation durable des ressources et à la résilience climatique.

Toutefois, ce que l'on a observé ces dernières décennies, c'est une tendance des gouvernements à privilégier les matières premières agricoles et les marchés libres, tandis que la majorité des 500 millions d'agriculteurs familiaux dans le monde ne bénéficient ni d'investissements, ni de politiques pour soutenir leur développement.

Les agriculteurs familiaux et leurs organisations sont souvent exclus des processus décisionnels, et ils ont de plus en plus du mal à accéder à la terre et aux ressources indispensables à leurs activités agricoles, notamment les semences et autres races locales. Conjuguée au changement climatique, cette situation entraîne une aggravation de la pauvreté rurale, de la faim chronique, de la dégradation des ressources naturelle, ainsi qu'un exode rurale.

Tout au long de cette Année internationale de l'agriculture familiale, différents intervenants ont formulé des recommandations politiques spécifiques et ont proposé des bonnes pratiques. Ces points de vue ont été recueillis à partir de débats riches et variés sur neuf secteurs clés. Ils indiquent les principales difficultés que vivent les agriculteurs familiaux.

Photo : Edward Echwalu

Une agricultrice vivant avec le VIH en Ouganda

> « L'Afrique peut se nourrir parce que nous avons suffisamment de terres arables et d'eau douce. Ce qui manque, c'est l'engagement de nos gouvernements à travailler main dans la main avec toutes les parties prenantes. Les voix des producteurs alimentaires sont cruciales. »
> Elisabeth Atangana, Organisation panafricaine des agriculteurs, 2014

1. Des Approches inter-sectorielles

Les débats relatifs à l'agriculture familiale doivent également aborder les questions telles que l'urbanisation, les infrastructures rurales, les connaissances et la culture traditionnelles et autochtones, l'éducation et les services d'appui, ainsi que le développement de la jeunesse. L'on a mis l'accent sur une approche intersectorielle et territoriale, par exemple dans les programmes de développement rural intégré. Les pratiques agro-écologiques diversifiées qui font appel aux connaissances locales méritent d'être élevées au rang de fondement de la résilience au changement climatique. L'importance de la diversification des opportunités de revenus en milieu rural a également été soulignée, notamment le développement des revenus non agricoles et de l'agro-tourisme.

Une synthèse des recommandations

Tout au long de l'année 2014, des dialogues régionaux, des consultations de la société civile, des conférences régionales et d'autres événements ont permis d'explorer les questions relatives à l'agriculture familiale. Nombre d'entre eux étaient (co-)organisés par la FAO, chargée de coordonner les activités de l'Année internationale de l'agriculture familiale. Dans toutes les régions de la planète, représentants des organisations d'agriculteurs, gouvernements, universitaires, institutions internationales et ONG, entre autres, ont partagé diverses idées de base clés pour mieux soutenir les agriculteurs familiaux. Le présent article, adapté de l'ouvrage « Vers une agriculture familiale plus forte » (ILEIA/FAO, 2004), constitue une synthèse de ces différentes idées.

« Nous ne recherchons pas des subventions, nous recherchons une législation qui facilite la vie des petits agriculteurs et pêcheurs.»
Natalia Laiño, Forum Mondial des Pêcheurs, 2014

2. Une Réforme agraire

Les acteurs ont exigé à plusieurs reprises une véritable réforme agraire, aquatique, forestière et pastorale pour réduire la migration urbaine et instaurer un droit d'**accès** à la **terre**, à l'**eau et à l'irrigation**, aux infrastructures, à l'éducation, à la santé et aux **marchés**, y compris pour les femmes. Ils ont notamment demandé à ce que les petits exploitants familiaux soient exemptés des politiques conçues pour les plus grandes exploitations industrielles. La FAO a été priée de veiller à ce que les Principes pour un investissement agricole responsable protègent les droits des petits producteurs alimentaires, car non seulement ces derniers jouent un rôle central dans la production alimentaire, mais ils investissent également plus dans le développement agricole que n'importe quelle multinationale. La promotion de la souveraineté alimentaire a été soulignée comme un moyen de renforcer l'agriculture familiale et d'éradiquer la faim et la pauvreté, et la FAO a été invitée à encourager une analyse large, inclusive et dynamique du concept de souveraineté alimentaire.

3. Accès aux ressources naturelles et mise en œuvre des Directives volontaires

La facilitation de l'accès à la terre et à l'eau doit être une priorité et devenir une réalité par le biais de programmes spéciaux d'utilisation des terres et de gestion de l'eau. Le droit des agriculteurs à produire, à reproduire, à échanger et à commercialiser leurs semences doit être protégé, parce que « sans terre, sans eau et sans semences, il ne peut y avoir d'agriculture familiale paysanne ». L'accaparement des terres a été condamné, et les intervenants ont lancé un appel en faveur d'un moratoire sur la production d'agro-carburants industriels. Une écrasante majorité d'intervenants à travers le monde ont invité les gouvernements à mettre en œuvre les Directives volontaires pour une **Gouvernance responsable des régimes fonciers applicables aux terres, aux pêches et aux forêts**, considérées comme le meilleur moyen de garantir l'accès aux ressources naturelles pour les petits exploitants familiaux, y compris les femmes, les jeunes et les peuples autochtones.

4. Améliorer le commerce et développer les marchés

Les accords commerciaux et les politiques commerciales doivent faire l'objet d'une réforme ou d'une révision afin de mieux prendre en compte les intérêts des agriculteurs familiaux. Les gouvernements et les autres acteurs doivent garantir les **droits humains, économiques, sociaux et culturels des** petits exploitants familiaux **et des travailleurs de l'alimentation, mais également** renforcer leur accès aux marchés et assurer des prix équitables, par exemple à travers la promotion des marchés locaux, les achats publics auprès des agriculteurs familiaux, l'amélioration de l'entreposage et du transport. La valeur des produits alimentaires issus de l'agriculture familiale peut être rehaussée via l'établissement de règles d'origine, la création d'étiquettes spécifiques de l'agriculture familiale et la fourniture d'informations sur leur valeur nutritive et sanitaire.

5. Accès au crédit et au financement

Toutes les régions ont recommandé d'améliorer l'accès des agriculteurs familiaux à un financement fiable et stable, à travers des procédures simplifiées de prêt, des mécanismes d'assurance pour réduire les risques et le développement d'institutions financières axées sur les agriculteurs.

6. Équité entre les sexes

Des programmes spécifiques sont nécessaires pour l'autonomisation des femmes agricultrices, leur intégration à la prise de décision et leur participation équitable aux marchés de la main d'œuvre souple en milieu rural. La discrimination positive en faveur des femmes est essentielle, notamment en ce qui concerne l'accès aux ressources naturelles et au capital.

« Nous voulons améliorer les conditions des exploitants agricoles familiaux afin qu'ils puissent acquérir une véritable dignité et être fiers d'être des agriculteurs familiaux ...et que la jeune génération puisse continuer à pratiquer l'agriculture familiale et réduire ainsi la pauvreté et accroître la sécurité alimentaire et la nutrition. »
Esther Penunia, Association des agriculteurs d'Asie, 2014

7. Des organisations d'agriculteurs plus fortes

Les intervenants ont mis en avant la nécessité de renforcer les organisations de producteurs pour équilibrer le pouvoir économique et politique des autres acteurs et consolider la voix des agriculteurs familiaux dans les processus de formulation des politiques. Parmi les domaines clés mentionnés figurent la nécessité pour les gouvernements d'inclure les organisations d'agriculteurs dans le dialogue et la prise de décision, les programmes de renforcement des capacités « axés sur les agriculteurs familiaux, détenus et dirigés par ces derniers », l'adaptation au changement climatique et la valeur ajoutée. Les activités proposées comprennent des programmes d'éducation et de formation et le partage d'expériences entre les organisations.

8. Recherche et vulgarisation menées par les agriculteurs

La recherche et la vulgarisation innovantes doivent placer les agriculteurs au centre des préoccupations et renforcer leurs propres efforts, vu que les agriculteurs sont les plus touchés par les impacts du changement climatique et essaient activement de s'y adapter.

9. Intéresser les jeunes

La participation des jeunes dans l'agriculture doit être encouragée de toutes les manières possibles, car « les écarts entre les générations et entre les sexes constituent les plus grandes menaces pour l'agriculture familiale ». La formation professionnelle doit être mieux orientée vers l'agriculture et les besoins des jeunes en milieu rural. Les politiques pourraient soutenir l'accès des jeunes aux ressources productives, notamment la terre et le crédit. Une vision globale des besoins des jeunes s'avère nécessaire, et les politiques doivent garantir **le droit des jeunes à vivre leur vie sur leur propre territoire**.

...et après l'Année internationale de l'agriculture familiale ?

La visibilité et la reconnaissance des agriculteurs familiaux se sont nettement améliorées cette année, comme le démontrent les nombreux signes d'une plus grande volonté politique d'appuyer les agriculteurs familiaux et de créer des politiques en faveur de l'agriculture familiale. Les agriculteurs eux-mêmes, femmes, hommes et jeunes, ont pu exprimer leurs points de vue et leurs aspirations. Toutefois, des domaines de grande préoccupation subsistent, d'où la nécessité de poursuivre ce processus d'autonomisation.

Nous ne pouvons véritablement célébrer le pouvoir des agriculteurs familiaux que lorsque nous pouvons également garantir leurs droits et qu'ils disposent d'un espace politique, économique et culturel pour utiliser leur force et choisir leurs propres voies de développement. Pour ce faire, l'AIAF a généré de nombreuses approches solides et éprouvées. Comme l'affirme une déclaration de la société civile : *« L'AIAF doit être le début d'un processus plus long qui renforce l'agriculture familiale non-patriarcale, autochtone et paysanne. Nous faisons partie de la solution ».*

Cet article est basé sur l'ouvrage « Vers une agriculture familiale plus forte. Points de vue au cœur de l'Année internationale de l'agriculture familiale » publié par ILEIA, en collaboration avec l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (octobre 2014).

Janneke Bruil est Coordonnatrice de l'apprentissage et du plaidoyer à ILEIA. Email : **j.bruil@ileia.org**

AIM 2014 : L'Eco Centre « De Kleine Aarde » de Boxtel au Pays-Bas accueille le réseau AgriCultures pour l'AIM 2014

Du 1 au 7 novembre 2014, les membres venus de Pérou, Brésil, Chine, Inde, Pays-Bas, d'Ethiopie et du Sénégal se sont réunis à Boxtel au Pays-Bas à l'occasion de leur rencontre annuelle pour réfléchir sur les expériences passées et planifier les activités du réseau pour l'année 2015.

L'AIM 2014 a démarré par une session introductive de partage sur les défis et opportunités des pratiques agricoles familiales et agro-écologiques dans différentes régions notamment l'Afrique francophone, l'Asie et l'Amérique Latine.

Par la suite, les membres du réseau ont longuement échangé sur le rapport d'évaluation à moyen terme du programme "Scaling up knowledge sharing for sustainable family farming" mis en œuvre par le réseau.

Durant cette AIM, deux exploitations agricoles ont été visitées. Il s'agit d'une ferme d'élevage intensive de porcs et une deuxième ferme d'élevage bovin en transition agro-écologique. L'objectif était de comprendre les deux logiques de production et d'identifier les défis et les contraintes que rencontrent les agriculteurs dans le cadre d'une transition agro-écologique.

Le magazine a occupé la majeure partie des discussions, il constitue le ciment de notre travail en Agricultures et aussi un outil de partage systématique d'expériences et d'innovations locales et de plaidoyer auprès des décideurs politiques.

Au terme de la rencontre, un certains nombre de points d'action ont été retenus pour améliorer la collaboration entre les membres et aussi permettre une meilleure diffusion des messages du réseau. Il s'agit entre autres de la nécessité de diversification des supports de partage de connaissances, de penser à la production de notes politiques pour partager ensemble notre position commune et ainsi renforcer les activités du réseautage. De plus, il a été proposé d'améliorer au mieux possible la communication et favoriser l'organisation d'événements de manière conjointe entre les partenaires.

Rencontres d'échanges avec les parties prenantes autour des premiers résultats des recherches du projet PRESA au Sénégal et au Burkina

Photo : IED Afrique

Atelier des parties prenantes du PRESA au Burkina Faso

Le projet Promouvoir la résilience des économies en zones semi-arides (PRESA) a pour but d'œuvrer pour l'avènement d'économies résilientes face au changement climatique dans les zones arides et semi-arides d'Afrique et d'Asie et dont les avantages sont partagés de manière équitable entre toutes les communautés, en particulier les plus vulnérables. il intervient dans six pays en Afrique et en Asie, dont le Burkina Faso et le Sénégal dans la région Afrique de l'Ouest.

Au cours de sa première année, le projet PRESA a mis le focus sur l'analyse des liens entre le climat et le développement, aux niveaux macro et micro, dans les zones semi-arides à travers la réalisation de revues sur la situation des deux pays et sur les thèmes de recherche du projet PRESA à savoir le capital humain, le capital naturel, les marchés et les chaînes de valeurs, gestion des risques climatiques, la gouvernance, les institutions et le financement.

C'est dans ce cadre qu'une série de revues a été conduite au Burkina Faso et au Sénégal, afin de permettre une meilleure compréhension des défis et enjeux climatiques actuels et la manière dont ils affectent certains secteurs clés de l'économie et les politiques et programmes mis en œuvre au niveau national et régional en réponse à ces défis.

Les ateliers nationaux des parties prenantes du projet PRESA au Sénégal (du 02 au 4 Décembre 2014) et au Burkina (13 au 15 janvier 2015), ont vu la participation des élus locaux, des chercheurs, des représentants des services techniques de l'État, d'ONG et d'organisations de producteurs. Ces ateliers ont permis entre autres résultats :

- De partager les premiers résultats des recherches avec les parties prenantes du projet PRESA et d'initier avec ces derniers une discussion sur ces résultats en vue de leur amélioration ;
- De définir les priorités de recherche et d'engagement qui mobiliseront les chercheurs et parties prenantes du projet PRESA au cours des quatre prochaines années ;
- De mettre en place les plateformes nationales des parties prenantes du projet PRESA au Burkina et au Sénégal. Les participants ont ainsi été invités à réfléchir sur trois éléments clés devant constituer la plateforme : le fonctionnement, les modes de gouvernance et le suivi-évaluation de la plateforme. Grâce à leurs contributions une bonne base d'activités et d'indicateurs ont été identifiés pour la mise en place d'une telle plateforme.

La phase deux du projet verra le déroulement d'un agenda de recherche sur la base des questions et priorités de recherche identifiées par les parties prenantes au cours des ateliers de partage. Elle verra également un important travail d'engagement et de mobilisation des parties prenantes du projet PRESA autour des défis et opportunités du changement climatiques pour une plus grande résilience économique du Burkina et du Sénégal.

Forum mondial sur les paysages du 6 au 7 décembre 2014 à Lima : « Des paysages au service du développement durable »

Photo : Agriculturesnetwork

Forum mondial sur les paysages

Le Forum mondial sur les paysages 2014 s'est tenu à Lima le 6 et 7 décembre 2014. Ce forum, organisé par le Gouvernement du Pérou et coordonné en collaboration avec le PNUE et la FAO, représente le plus grand événement organisé en marge de la COP20 de la CCNUCC. Il a enregistré plus de 1500 participants venus explorer le potentiel des approches de gestion intégrée du paysage pour atteindre les objectifs de développement durable, mais aussi pour faire face au changement climatique.

Les membres du réseau AgriCultures ont largement contribué aux échanges de ce forum qui était également une excellente opportunité pour diffuser leurs contenus notamment le numéro 30.3 consacré aux approches paysagères.

Ce forum a aussi été un espace de dialogue qui a permis aux organisations de producteurs familiaux ainsi que les organisations féminines de faire entendre leur voix. Cependant, il faut se demander au-delà de cette rencontre, seront-elles écoutées ? Leurs recommandations seront-elles prises en compte ?

2015

Année internationale des sols

Des sols sains pour une vie saine

La 68ième Assemblée Générale des Nations Unies a déclaré l'année 2015 Année internationale des sols.

Célébrez avec nous l'Année Internationale des Sols (AIS2015) en contribuant à AGRIDAPE 31.1 « Des Sols Durables ».

2015 a été consacrée par l'Assemblée Générale des Nations Unies, Année internationale des sols (AIS2015). Durant toute cette année, les sols et leur santé seront au centre de toutes les attentions. C'est donc le moment opportun de porter un regard particulier sur cette ressource, tant elle est fondamentale pour l'agro-écologie et agriculture familiale de manière générale.

A l'occasion de cette AIS 2015, AGRIDAPE, s'intéresse aux approches de gestion durable des sols et tentera de répondre aux questions de savoir : Quelles innovations et stratégies sont mises en œuvre par les agriculteurs familiaux pour gérer la matière organique et améliorer la vie des sols ? Quels sont les problèmes qu'ils rencontrent et quels avantages en tirent-ils ? Quel système d'organisation et de gestion pour une bonne gouvernance des sols ? Quelles sont les solutions proposées par les chercheurs et les décideurs politiques pour favoriser cette transition vers des sols sains et durables ? Quelles leçons peut-on tirer des succès et des échecs dans ces processus ?

Nous vous invitons à contribuer à ce numéro en envoyant vos articles et points de vue au plus tard le **20 mars 2015** à cissesouleye@iedafrique.org avec copie à agridape@iedafrique.org.